

la Gueule ouverte



n° 278/Hebdomadaire/12 septembre 1979

France 5 FF / Suisse 2,50 FS / Belgique 42 FB

fermée



réponse la semaine prochaine

Pain, broyeur et émules

Une fois de plus, j'ai été séduite en lisant dans un n° encore récent (n° 274 du 22 août) l'article sur les expériences menées par Jean Pain et son équipe.

Une fois de plus car, quand le groupe A.T de mon coin (le Morvan) nous a exposé il y a bientôt 2 ans, film de J.Pain à l'appui, les résultats quasi miraculeux du compost de broussailles, j'ai été séduite.

D'autres de ce groupe l'ont été plus encore que moi, puisque l'an dernier, ils sont passés aux actes : achat d'un broyeur « J.Pain », expérimentation... J'ai donc vu, de mes yeux vu, un tas de compost de broussailles d'où sortait de l'eau à environ 50°C, qui chauffait des radiateurs !

Mais j'ai vu aussi leurs difficultés et leurs problèmes : le temps de travail, pour qui le fait sur du temps militant donc de loisirs (l'objection qu'ont faite tous les agriculteurs dès qu'ils ont vu le film...); des impondérables climatiques que ne connaît pas J.Pain sans doute (4 mois consécutifs de pluie et 1 de neige !) et qui se sont ressentis tant sur l'organisation des chantiers que sur les résultats; les ennuis divers de matériel, jusqu'à la panne, définitive semble-t-il, du broyeur... laissant en plan, depuis des mois, le dernier tas...

Qu'on me comprenne bien : je ne remets pas en cause la méthode : les résultats de J.Pain sont là, et le groupe lui-même, dont j'ai parlé, essaie de se lancer dans la fabrication de méthane de compost...

Peut-être a-t-il joué de malchances ? peut-être a-t-il commis des maladresses ? Mais il a eu des difficultés, et je crois qu'il faut le dire.

On entend toujours parler des succès du « Maître », mais que font ces émules, nombreux je le pense ? J.Pain a mis au point un broyeur, qui a été commercialisé. Que sont-ils devenus, et surtout à quelles applications leurs acquéreurs sont parvenus ?

Janine Marchand

*Difficile pour le groupe de le faire : il s'est tellement engagé à faire la promotion de cette méthode, auprès de la presse, du public... et des souscripteurs (car les sous, c'est aussi un problème !)

Passer aux actes

Avant de m'abonner à la Gueule Ouverte, je l'achetais en librairie et quand j'ai lu vos problèmes de fric j'ai décidé de vous envoyer un chèque. Je n'en suis pas mécontente car la Gueule Ouverte est pour moi le journal qui analyse le mieux les problèmes de notre société. Sur chaque sujet abordé sa remise en cause est étudiée avec assez de profondeur et on perçoit la faille des conneries existantes. C'est cela que j'apprécie chez vous car on a trop tendance ailleurs à s'attaquer au courant de la rivière et non à sa source...

Mais je ne ferai pas que l'éloge de la Gueule Ouverte car rien ne peut être parfait !

Je trouve en particulier qu'il règne actuellement dans vos colonnes une sorte de passivité. Je veux dire par là qu'il y a beaucoup d'études mais pas assez de désir d'action. Dans les anciens numéros il n'était pas rare de trouver des articles qui poussaient le lecteur à agir non violemment. Je les regrette. Peut-être manque-t-il aussi des papiers sur la sensualité, la chaleur des corps et des esprits ou sur la culture avant-gardiste (pour ma part les ordonnances de B.Blanc ne plaisent pas spécialement). Mais peut-être en demandé-je trop et il est probable que chaque sujet abordé mérite notre écoute.

Si je vous ai donné mon avis, comme beaucoup, c'est parce que je pense que cela peut vous être bénéfique sur l'évolution de la G.O. et c'est chouette de savoir qu'on peut avoir participé un peu à celle-ci...

Agnès Guyard

Critique : Art de juger les ouvrages d'art ou de littérature. Celui qui juge, en principe, fait la part des choses, à moins qu'il s'agisse d'un juge partial, ce qui me semble être le cas. Vantons bien haut les mérites de la Pub, car nous avons découvert - ô horreur - cette chose abominable plus proche du robot que de l'homme avec toutes ses faiblesses et ses imperfections : la Perfection, reine du principe sélectif et compétitif.

Personnellement, et je suppose que pas mal de personnes sont dans mon cas, si j'utilise les mots c'est que je les reconnais, sinon je brasse du vent sous ma plume, je suis en porte-à-faux avec moi-même, utilisant, sans conviction donc, des mots et des phrases qui ne sont pas à même de traduire ce que je désire exprimer. Qui utilise les mots les reconnaît donc obligatoirement comme les seuls canaux, les mieux appropriés si possible, capables de traduire.

Quant au rêve et à l'imaginaire « des mondes, vieux ou

tionnaire » et ne l'être pas ailleurs qu'en dialectique (comme par exemple quitter un couple pour entrer dans un autre, simplement) est bien facile et à la portée de bien des quidams. Je regrette profondément que tant de gens ne soient pas plus intransigeants et radicaux lorsqu'il ne s'agit que de faire de la littérature, ne pèsent pas mieux leurs mots, négligent la recherche de la plus grande exigence et de l'exactitude minutieuse.

Jacqueline Knobelspiess

Merci, patron !

Dans la boîte où je bosse, nous avons reçu pour juillet une prime pour « réalisation d'objectifs ». Lesquels ? Les copains ont râlé un peu

production n'a pas baissé comme le prétend le patron, au contraire, la boîte n'a jamais autant produit. Du coup j'ai senti que ça se mettait à penser dans ma tête (dont j'ai si peu besoin pendant les 9 heures de boulot que j'ai parfois peur de la perdre sans m'en rendre compte !). Voilà ce que ça a donné :

- Si la production augmente et que la prime baisse, ça va faire des jaloux, qui eux, ne bosseront plus. Résultat, la production devrait baisser la prochaine fois et la prime augmenter ! C'est pas logique ?

- Si la prime varie entre 1000 et 2000F à l'atelier et si elle est calculée sur la production, alors, en appliquant ce qui a été dit plus haut, ceux qui touchent le moins ont bossé le plus.

Franchement si j'étais patron à la place du patron, je donnerais à chacun la même chose !

Marcel



Critique d'une «critique»

Dans la rubrique « à lire dans le train en attendant le tunnel » du n° 274 de la G.O. je lis une «critique» à propos de la brochure intitulée « Coupe-Coupe » d'Elyett Bloch et Né-pocumène Arja, signée R.K.

nouveaux», il s'agit de savoir si oui ou non ils peuvent s'allier au POSITIF, (c'est-à-dire à la REALITE) et le rejoindre jusqu'à former une seule et même entité.

Enfin, je tiens tout spécialement à dire que le mot «révolution(s)» me fait hurler. Pourquoi ? Parcequ'on l'utilise à tort et à travers, n'importe comment, à n'importe quelle sauce et qu'il en est ASSEZ des souillures de la révolution, qui d'ailleurs, hormi l'utopique abolition du fric et du règne de la marchandise, sera anti-frime ou ne sera pas. Se dire «révolu-

parce qu'il y en avait moins que d'habitude. Etant nouveau dans la boîte, je me suis un peu renseigné. Le montant de cette prime varie entre 1000 et 2000F, rien que pour les 25 gars qui sont dans notre atelier, chef excepté. Un petit coup du patron pour refaire «l'unité» des braves ouvriers que certains essaient de diviser en réclamant des augmentations uniformes.

La peur du chômage diminuant le taux d'absentéisme, il reste plus qu'à encourager ces travailleurs en bonne santé ! D'après les délégués, la

Basques et Républicains

J'ai lu le passionnant récit «Force basque» sur Juan José Etxabe (G.O. du 29 août).

Comme l'expliquent très bien les basques (du côté «es-

pagnol», «l'Espagne (a été) occupée par Franco, et toute la région basque est encore (dans les années 62) en guerre ouverte contre ce frère de l'hitlérisme». C'est très juste de dire : «Telle est la guerre que vit l'Espagne et qui n'aura jamais d'amnistie».

Seulement, le nationalisme basque, qui avait rejoint dans les années 36-39 le combat républicain et antifasciste de tous les peuples d'Espagne, actuellement lutte uniquement en nationaliste, dans une action d'indépendantisme, en oubliant rien de moins le problème du régime que l'Espagne a hérité de Franco. En négligeant de mener un «combat républicain» qui signifierait une intervention dans les problèmes du régime de l'Espagne et un appel à la solidarité de tous les peuples de l'Espagne dans un même combat solidaire.

En fait de guerre, Franco la mena durement contre tous les peuples d'Espagne sans exception et en fait d'occupa-

tion la coalition des armées fascistes occupa tout le territoire ibérique. Au delà de la «victoire» militaire, la guerre contre les peuples d'Espagne continua pendant quarante années en forme de «répression», une répression impitoyable contre les peuples et contre les classes ouvrière et paysanne.

Cette guerre répressive, est-elle finie ? Non, parce que l'Etat de nature répressive est toujours debout, la preuve en est la résistance du peuple basque.

Quand-est-ce-que la lutte du peuple basque, comme celle du peuple catalan, s'intégrera avec celle des autres peuples dans un même «combat républicain» ?

D'ailleurs, de franquisme, des deux côtés de la frontière, ne s'y trompe pas : le «statut de réfugié politique», enlevé en France aux basques, est aussi enlevé aux réfugiés républicains espagnols.

J. Vinas

Sommaire

Les tables sont rabattues à Lyon pp. 4 & 5

La rentrée flotte p. 6

Les femmes (encore elles !) pp. 7, 8 & 9

La Maison de la Nature et de l'Environnement de Lille pp. 11 & 12

L'Europe des radicaux p. 13

Le pastis qui tue p. 14

Le sommaire qui se termine par une bonne nouvelle p. 16



Administration : Bourg de Saint-Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.
Tél.: (85) 28 17 21. Téléc : ECOPOLE 80 16 30 F.

Notre télex est à la disposition des lecteurs.
Par l'intermédiaire d'un poste public télex-PTT, il est possible de nous envoyer des articles.

De même, nous pouvons recevoir des communiqués, qu'à notre tour et avec notre propre télex, nous pouvons rediffuser à la presse (dans ce cas, mettre «à rediffuser» en tête du message pour que nous la mentionnons sur bande perforée).
Pour toute information de dernière minute, vous pouvez téléphoner jusqu'à dimanche 16 h.

SARL Editions Patratras, au capital de 2100 F.

200F à 300F selon vos revenus, 250F minimum pour l'étranger. 180F pour les collectivités. 150F pour les cas sociaux patentés (chômeurs, objecteurs, insoumis, taulards).

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patratras, Le Bourg, 71 800 St Laurent en Brionnais.

Pour les changements d'adresse, joindre la dernière bande d'envoi et 2,40F en timbres.

Nous vous demandons un délai de 15 jours pour effectuer les abonnements, réabonnements en retard et changements d'adresse.

La «rentrée sociale», dans les locaux de «La Gueule Ouverte», il faut bien avouer que c'est une expectative douloureuse. Nous ne sommes pas assez nombreux pour agiter des banderoles, trop scrupuleux pour entonner d'hypocrites chants d'allégresse.. Pas tout à fait assez désabusés pour «tout arrêter et faire semblant de réfléchir», un peu trop épuisés pour continuer sur notre lancée sans nous poser de questions.

En juin, nous promettions pour la mi-septembre une nouvelle formule, nouveau format, contenu renouvelé... Les sérums de jouvence coûtent cher; pas de docteur miracle pour un canard militant ballotté au milieu de la crise générale de la presse. En juin, nous nous faisons des illusions, ne voulions pas voir à quel point notre équipe était fatiguée... nos finances précaires... et le désintérêt de l'écologiste pour la presse, dramatique.

La situation aujourd'hui se présente ainsi : une équipe très réduite (à l'heure où je manuscrit ces lignes - O L O - nous sommes quatre dans les locaux) s'épuise semaine après semaine à sortir le hebdo; il s'agit de maintenir l'outil en vie pour passer le relais à une autre petite équipe qui travaille au renouveau promis... et différé. Vendredi 14 septembre, nous poserons tout ça sur la table, démêlerons, et de nos conclusions composerons un numéro spécial pour vous tenir au courant, à la fois de ce qui s'est passé dans notre petit intérieur ces derniers mois, et des projets concrets que nous aurons enfin mis sur pieds.

Mais une chose est sûre dès maintenant : si nous ne recevons pas très vite un important soutien financier (très vite, ça veut dire par retour du courrier) de ceux pour qui un organe politique libre est encore quelque chose à défendre dans un monde où les espaces d'expression non contrôlés disparaissent les uns après les autres, il ne PEUT PLUS y avoir de Gueule Ouverte.

Je n'ai pas sous la main d'asperagus à mettre autour de ce sec bouquet de mots fanés...
Eparpillons-le sur les tombes d'"Antiroille", du "Sauvage", en attendant la fosse commune que nous risquons de partager avec "Maintenant"...

Gabelle

P.S. La rédaction du mensuel "Le Sauvage" s'oppose au projet de fermeture de son journal, envisagé arbitrairement par le propriétaire du titre Claude Perdiel. L'équipe du Sauvage n'accepte pas que le seul mensuel écologique de grande diffusion soit supprimé. Elle n'exclut pas la possibilité de poursuivre la publication avec la seule aide de ses lecteurs. Le numéro de septembre, consacré à l'alimentation, sera mis en vente normalement le mardi 11 septembre.

La rédaction du Sauvage,
12 Rue du Mail Paris 2^e

Le restaurant sur la colline

Lorsque, dans un restaurant en coopérative, une équipe fait du bon boulot, ce n'est pas un hasard si les clients viennent acheter «quelque chose d'indéfinissable» en plus du bœuf aux carottes.

On préfère toujours que les journalistes assistent à une de nos réunions hebdomadaires, répond Mimmo au téléphone. Mais si vous ne pouvez pas, tant pis, venez aujourd'hui vers trois heures : ceux qui seront là discuteront avec vous après le service une fois qu'ils auront mangé.»

C'est donc un peu l'effet du hasard si nous avons rencontré, au restaurant «Les tables rabattues» (4 rue Bodin, Lyon, Croix-Rousse), Mimmo, Chantal, Catherine, Niels, Christine... plutôt que Irène, Clément, Sybille ou quelqu'autre des quinze permanents alternatifs de cette entreprise coopérative. Vieux clients, nous avons déjà nos impressions toute subjectives sur le plaisir de déjeuner en ces lieux, celles-ci sont complétées désormais des dires rapides de quelques uns sur le plaisir d'y travailler.

«El mondo tiene un Europa, l'Europa tiene un Espana... Le monde possède une Europe, l'Europe possède une Espagne, l'Espagne possède un jardin : ce sont les îles Canaries !» Ainsi commence l'hymne folklorique d'un pays du soleil. Rien à voir avec notre sujet ? Rien si ce n'est la démarche en successifs cercles concentriques. On pourrait dire aussi : «En France il y a Lyon, dans Lyon il y a La Croix-Rousse, et dans La Croix-Rousse il y a un havre : c'est le restau des Tables Rabattues». Ou bien : «Dans notre société il y a une jeunesse, dans cette jeunesse il y a un ralbol, dans ce ralbol il y a un espoir : c'est le travail en coopérative autogérée». On traduirait ainsi l'idée ressentie que loin d'être un lieu «marginal» comme on le caractérise trop souvent, un restaurant coopératif est plutôt au cœur de la vie contemporaine.

L'ambiance Croix-Rousse

Pourtant, c'est un fait, la première fois qu'on y entre on se sent un peu déplacé, hors jeu, comme un petit



Christian WEISS

nouveau dans une école inconnue. Il y a ici des rites, des «chemins d'erre» comme dirait le Deligny-des-autistes, de costumes et des coutumes dans lesquelles on craint inconsciemment de s'em mêler. Alors, on ne s'assied pas à une des deux grandes tables d'habitues : on va dans un coin, près du mur ou de la fenêtre prendre le temps de s'inscrire dans le paysage.

On découvre les lieux : une sorte de halle, très simple, sans décor chichiteux qui évoque un peu le local utilitaire transformé à la hâte pour une kermesse ou un repos d'anciens de quelque chose. Une galerie court à mie-hauteur : les bureaux. Le chiotar est petit : les

services de sécurité, particulièrement zélés et attentifs, ont exigé qu'il soit séparé de la salle par un sas, il a fallu rogner de la surface. Les nappes sont en papier, les chaises solides. La cuisine n'est séparée des clients que par une cloison de verre. Sur une table, «Libération», «Le Progrès», quelquefois des journaux libertaire ou... «La Gueule Ouverte». Au mur quelques affiches ; à côté de la porte les bouteilles à la mer d'offres et de demandes, logements, bagnoles, travaux, etc.

On découvre aussi les gens. Les clients sont pour la majorité jeunes, il faut bien le dire, foule bigarrée du rouge au violet, chevelures folles et

barbes sages : on reconnaît, eux ou leurs frères et sœurs, ces vieux voisins de manif ; c'est «l'ambiance Croix-Rousse». Mais il n'y a pas tout à fait que ça : parfois, quelques jupes plissées et une ou deux cravates naviguent sans gêne dans ces eaux hordesques. Jeunes aussi sont les serveurs et serveuses, aimables mais sans plus, gentils mais pas «copain-copain» sans raison.

Et puis très vite on se sent bien. Et on revient. Parcequ'on a mangé plus que correctement pour 18F,50. Parcequ'on était à l'aise et curieux à la fois. Parcequ'il n'y a pas de doute, il se passe là quelque chose.

AU ROYAUME DES TRABOULES

Une ville en relief a toujours plus de caractère, recèle plus de secrets et de goût de la farce qu'une ville plate. C'est le cas de Lyon avec ses deux collines : Fourvière et la Croix Rousse. Elle est la ville des mystères policiers, de la résistance rusée et invincible, de la Fête des Fous...

Tapie comme une grenouille sur la berge des deux fleuves en même temps, la Croix Rousse s'appuie d'un côté sur la très belle place des Terreaux, celle qui donne à la cité de Lyon des dimensions et un caractère de ville italienne. De l'autre côté, côté Rhône, ses ruelles dégringolent «on croit y entendre encore les galoches des Canuts) vers ce qui était autrefois la puissante place Tolozan et le riche quai Saint Clair : les «maisons» de la soierie avaient là leurs sièges, austères, un peu cradoques, à la mode du pays... La «soie artificielle» (acétate), puis le nylon et ses dérivés ont fait leur apparition, mettant sur la touche les belles affaires de famille.

Alors la Croix Rousse, quartier populaire, ouvrier, en grim pant, puis plus bourgeois, commerçant, sur le boule-

vard, en haut, a peu à peu changé de style tandis que se renouvelait sa population. Certaines rues sont entièrement arabes, restaurants arabes, épiceries arabes, musique arabe : c'est vivant, bruyant, odorant. Un peu partout, la bizarre ethnologie qu'il est habituel de qualifier de marginale (pourtant composée pour majorité d'étudiants, d'enseignants) a implanté son rose indien, son parfum d'herbe fumée, sa gaîté désinvolte, ses activités militantes, sa révolte endémique et paresseuse.

Zizi Pradel, l'homme de béton, a fait de son mieux (?) pour enrayer le phénomène, expulsant, démolissant (une minute de silence pour l'ex-rue des Pierres Plantées ou pour le parc de la communauté de Moulinsart) sous prétexte de faire de la Croix Rousse la «zone verte» de Lyon. Aujourd'hui des gravats remplacent les beaux immeubles anciens, demain des espaces au cordeau remplaceront les jardins cachés et leur exubérante végétation... Rien ne remplacera le dédale des traboules, la fuite, le rêve, le raccourci, les rendez-vous dans l'ombre qu'elles permettaient.

La loi et l'utopie

L'histoire des Tables Rabattues» a une pré-histoire : celle d'un autre restaurant : «Au Goût de Canon». C'est Mimmo qui nous la raconte, avec son délicieux accent rituel :

-J'arrivais d'Italie, parti de là-bas pour ne pas faire le service militaire (en France, vous dites «mon» service, c'est terrible !) et il me fallait un boulot. J'ai trouvé le restaurant «Au Goût de Canon», tenu principalement par Maryvonne, là «patronne». J'y ai fait d'abord la plonge et puis petit à petit davantage de travail. Mais il y a eu l'histoire des cinquante et un inculpés pour «démoralisation de l'armée». On a été arrêtés et emprisonnés pour quelques mois et le restau a dû fermer. Quand on a repris, une fois relâchés, ça n'allait pas tout seul avec Maryvonne qui avait des privilèges implicites : elle confondait ses propres affaires et celles du restau. Par exemple, l'usage de la bagnole lui était réservé.

Quand le «Goût de Canon» a été



Christian

plastiqué (vous vous souvenez ? C'était en 77. Les flics n'ont pas trouvé les coupables, bien sûr !), ça a permis de poser les problèmes avec Maryvonne : on veut bien monter une affaire de nouveau avec toi, mais sur des bases différentes, sans hiérarchie».

Il faut dire que Mimmo est un anar italien, une raison de plus pour souhaiter le travail dans une petite unité et l'absence de chef ! Après un meeting de soutien organisé avec succès par Maryvonne, la rencontre de Clément et Niels, branchés sur une idée de restaurant-librairie, oriente le projet vers une structure de coopérative. Niels insiste sur l'importance, pour lui, de la coopérative :

-Nous avons tenu bon pour ce statut juridique : une société anonyme coopérative(1). C'était la seule possible pour nous, la seule qui assure légalement une gestion collective. Chaque actionnaire, quel que soit le nombre de parts qu'il possède, n'a droit qu'à une voix : personne ne peut prendre le pouvoir à coup de fric.»

«Marginale», cette façon de raisonner ? Non. Il s'agit au contraire de tout faire pour que le statut légal colle avec la réalité : pour que l'utopie prenne vie en s'appuyant sur les possibilités offertes par le code en vigueur. Ainsi, se rencontrent les désirs profonds d'une génération (à la fois travailler sans patron, pour les coopérateurs actifs, et manger dans un lieu «différent», pour les clients) et les failles ouvertes dans le monolithisme de la société «libérale». Certains reprochent à ce genre d'expérience de n'être pas «révolutionnaire»... «Révolutionnaire», qu'est-ce que ça signifie, là c'est se vouer à l'échec ? Utiliser la loi pour créer l'espace d'une tentative alternative, c'est tout de même un «ici et maintenant» efficace pour l'expérimentation, la recherche, la réflexion sur les possibilités d'une future autre société, sans la vulnérabilité d'un marginalisme pur et dur. On arguera que c'est récupérable, récupéré... Le débat est ouvert(2).

Fromage ou dessert

C'est leur réalité de travailleurs (bons travailleurs) sans patron que revendiquent avant tout ceux avec qui nous avons bavardé.

-Après avoir abandonné (provisoirement ?) notre idée de librairie, dit Niels, nous nous sommes appliqués avant tout à faire de la bonne cuisine en n'exploitant pas le client. Pour nous en restaurant valable, c'est ça.

Vraisemblablement, le but fixé est atteint : on mange bien aux «Tables». Chaque jour différent, le menu comporte au choix trois entrées (dont au moins deux salades, jamais de charcuterie), puis deux ou trois choix de viande ou poisson, au moins deux garnitures différentes dont toujours un légume de saison (aux grognons qui reprochent l'absence de recherche dans la qualité «bio» de la nourriture, on peut répondre que l'emploi de fruits et légumes frais, donc de saison, donc relativement bon marché, est hautement écologique), trois desserts dont au moins un fromage. Mais on peut aussi manger à la carte, ne prendre qu'un légume et un fromage par exemple, excellent repas végétarien !... La préparation des légumes est toujours originale et délicieuse.

-Au départ, seule Maryvonne connaissait le travail de restauration. Pour respecter la rotation des tâches, il a fallu que tout le monde se mette à apprendre la cuisine.»

Pour entretenir le bon rapport qualité prix de la nourriture servie, tout le travail ne se passe pas derrière les fournaux : une tâche très importante est celle des achats au «marché-gare». Là, il doit y avoir un suivi : c'est donc la même personne (aidée de quelqu'un d'autre) qui part au petit matin pendant environ un mois et demie (les quinze derniers jours, elle est accompagnée par

celui ou celle qui prendra sa succession à ce poste). Il paraît que certains commerçants, plus habitués aux hommes, marquent un certain étonnement devant la frêle Sybille...

Le truc en plus

En fait, il n'y a pas de secret. Si «ça marche», si une clientèle d'habitues satisfaits s'est formée, c'est que tout le monde travaille beaucoup. Chaque «service» qu'il soit en salle ou en cuisine, dure 8 heures et est la base de rémunération : 30francs au début, un peu plus aujourd'hui. Quequ'un qui effectue cinq services par semaine (40 heures) atteint péniblement un salaire de 1 200F par mois (plus les repos gratuits les jours de service). Or, cinq services, c'est fatigant, ça laisse peu de temps et de disponibilité pour d'autres activités.

-C'est pourquoi je vais être obligée de partir, explique Catherine. Je fais de la danse, je veux en faire sérieusement. Si je travaille suffisamment aux «Tables» pour gagner ma vie, je ne peux rien faire d'autre. Si je ne fais que deux ou trois services, je manque de fric. Pas d'autre solution que d'aller voire ailleurs.»

Il y a certainement là un problème, rencontré dans toutes les petites entreprises autogérées («Le Grain» à Villefranche par exemple ou... «Lé Gueule Ouverte»), celui d'une nécessaire abnégation du porte-monnaie. Certes, on travaille dans des conditions agréables, les horaires, les vacances, sont libres; certes, on n'est pas nié par un système déresponsabilisant comme ailleurs; certes, on fait de l'expérimentation sociale sur le terrain... Mais on passe son temps à tirer le diable par la queue.

Pourtant, aucune notion de sacerdoce n'est perçue dans les motivations de chacun à travailler là plutôt qu'ailleurs. Christine raconte être «entrée là parce que c'était sympa. Je faisais d'abord deux ou trois services par semaine, et puis j'en ai fait mon lieu de travail, mon activité principale. Quand le service est fini, je reste facilement discuter avec des gens pendant une ou deux heures... Mais les échanges qu'on peut avoir avec des gens qui viennent manger restent superficiels. C'est d'ailleurs pas plus mal comme ça !» Même son de cloche chez Chantal.

«Il y a des jours, avoue Catherine, où je ne peux plus supporter les gens. Je n'ai vraiment pas envie de parler. Pourtant, pendant un temps, je discutais beaucoup avec les habitués, j'aimais bien ce rapport chouette qui consiste à leur faire plaisir en leur donnant à manger. En ce moment, je préfère parler avec ceux avec qui je bosse.»

Et Niels ajoute : **«En fait, il nous paraît important de ne pas chercher à en faire plus que le but fixé : tenir un bon restaurant. Si il y a ici quelque chose en plus, ce n'est pas de notre fait. Ce sont les clients qui collent les affiches et les messages. C'est entre eux, davantage qu'entre eux et nous, qu'il se passe un truc.»**

La mayonnaise a pris toute seule, c'est vrai : si on sait qu'on mangera raisonnablement sans se ruiner, on sait aussi qu'en se rendant au 4 rue Bodin aux heures des repas, on a de fortes chances de rencontrer le copain, l'anar, l'antimilitariste ou l'écolo dont on a égaré l'adresse. Ou, sinon lui-même, du moins le copain de son copain qui vous dira où le trouver.

Psychodrames

Bien entendu, tout n'est pas rose et idyllique. Il existe, là comme ailleurs, les sacrés problèmes de groupes. Nous nous y heurtons sans cesse au journal ; Danièle Léger et Bertrand Hervieu les «spécialistes» (*Derrière la forêt, l'Etat*) nous ont dit avoir rencontré les mêmes dans pratiquement toutes les communautés (de vie ou de travail) visitées. Aux «tables», il est arrivé que les

cendriers volent au cours de réunions orageuses. Mais les «psychodrames» n'ont tout de même jamais pris trop d'ampleur, du fait que les vies privées de chacun se situent hors du boulot. Ce collectif de travail n'est pas un collectif de vie.

- Il y a des copains d'ici dont je ne connais même pas l'adresse, avoue Mimmo.

Nous avons été particulièrement touchés au cours de la discussion, nous de la GO : on avait l'impression par moment que les copains des «tables» racontaient et commentaient notre histoire, ses crises, ses échecs, ses retours en arrière : sur le «droit de veto» par exemple, institué au début chez eux comme chez nous, comme un principe fondamental garantissant les droits de l'individu face au groupe... et puis «aménagé» au cours des mois, pour garantir le groupe contre les fortes personnalités. Sur la difficulté à désinvestir un ancien chef de l'image créée aussi bien par lui que par les autres, autour de son rôle. Sur la difficile rotation des tâches : nous nous sommes reconnus dans la crispation antagoniste de Christine et de Nils, entre autres, par rapport au travail administratif ; ce sont toujours les mêmes qui s'y collent, ils acquièrent un pouvoir de fait et en même temps ils en veulent aux autres de ne pas les décharger de ce boulot ingrat... et ainsi de suite. De tout cela, nous nous proposons, de notre fenêtre campagnarde, de parler en toute franchise dans le numéro de la semaine prochaine... avant de redémarrer pour de nouvelles aventures.

En attendant, si vous passez par Lyon, marchez en rond : vous vous retrouverez aux «tables rabattues» et vous en sortirez contents.

Isabelle Cabut

(1) «Société anonyme à capital variable régie par les lois du 7/5/1917, du 10/9/1947 et du 24/7/1966». Avec un conseil de trois à douze membres et un administrateur «personne physique responsable».

(2) Voir pages suivantes l'article de Paul Blanquart. Lire aussi le n° 20 (Septembre 79) de la revue *Autrement* (39F, 27 rue Jacob, 75006 Paris) intitulé «Et si chacun créait son emploi?».



Christian Weiss

Eaux stagnantes, pourquoi ?

*Les ouvriers ont cessé d'être mouvement
Ou plutôt, le «mouvement» n'est plus le leur...*

La rentrée sociale est maussade. L'agitation syndicale cache une grande faiblesse. Alors, Barre et Giscard à mourir d'anémie ? Où sont, sur l'horizon, les forces d'un avenir autre ?

Curieuse rentrée. Jamais la cote d'un ministre n'a été aussi basse. Un sondage, publié au début de ce mois par le *Nouvel Observateur* indiquait que 63% des Français estiment que le gouvernement ne sait pas où il va. Que leur avenir professionnel, et plus encore celui de leurs enfants, est le premier de leurs soucis. Et cependant, aucune levée en masse. On marche le dos voûté, en réduisant ses dépenses. Un désenchantement profond au cœur. La tête vide de toute proposition alternative. Incontestablement, un ressort s'est cassé en mars 1978, et pour longtemps. L'horizon est bouché. A la réflexion, et cela ne fait qu'ajouter au marasme, on en vient même à se demander si on avait raison, alors, d'attendre quelque chose de cette gauche politique, qui n'en finit pas de se répéter, stérile, un peu plus usée à chaque tour du disque. Quelle impudeur, quel ridicule dans ces appels refaits, par les mêmes hommes, à l'union de la gauche. Avec les mêmes arrière-pensées : être un parti plus fort que le voisin, être l'individu le mieux placé pour les présidentielles de 1981, etc. Quel aveu d'impuissance dans ce ressassement.

La fin d'un territoire

En va-t-il autrement du côté syndical ? Ça s'y agite, certes, mais ça ne bouge pas. La CGT est, comme on dit,

«partie tôt», en organisant du 3 au 7 novembre une semaine d'action. Mais son rassemblement parisien de mercredi dernier a attiré moins de quinze mille manifestants. Où étaient donc les dizaines de milliers de chômeurs de la capitale et de sa banlieue, les salariés des entreprises qui s'appêtent à fermer ? Edmond Maire a mieux apprécié la conjoncture en faisant son discours de rentrée, à Rouen, devant une salle de six cents places... car les déclarations fracassantes ne peuvent dissimuler une situation de faiblesse : sur quatre salariés, il n'y a qu'un seul syndiqué. Lors des élections professionnelles, la proportion de ceux qui votent pour les organisations syndicales ne cesse de diminuer, depuis le traumatisme de l'an dernier, les cotisations rentrent très mal, au point que de nombreux syndicats on dû licencier une partie de leurs permanents. En réalité, l'agitation de la CGT a pour principal objectif une campagne d'adhésion. Et par ce biais, les démons de la gauche politique pénètrent le monde syndical. Il s'agit moins d'assurer une union offensive que d'obtenir plus de voix que le voisin aux prochaines élections prud'homales. Et, pour cela, il s'agit moins de réfléchir (et de faire réfléchir) à une alternative sociale qui ne produirait pas le chômage (et ceci à l'échelle mondiale, avec ce que cela implique de changement dans le mode de vie et dans le mode d'«enrichissement»), que de rassembler en un vaste magma les mécontentements, fusent-ils contradictoires, etc. Giscard et Barre (qui ont perdu respectivement 5 et 7 points au cours de l'été, selon un sondage *Sofres-Figaro Magazine* publié ce week-end) peuvent donc être tran-

quilles : ce qu'on appelle l'opposition n'inspire pas davantage confiance. Pour qu'elle contribue à faire sortir la société de ses coincements, de ses blocages, il faudrait que, par rapport à la logique de mort actuellement à l'œuvre, elle dispose d'une mobilité propre, qui lui permette de marquer un territoire qui soit à elle. Or, ce n'est plus le cas. Tel est l'aboutissement d'un long processus qu'un ouvrage récent, *La mobilisation générale*, de Jean-Paul de Gaudemar, analyse en détail, éclairant le présent (1).

L'enferment ouvrier

Une longue histoire d'enfermement et de paralysie. Par mobilité, l'auteur entend l'ensemble des facteurs qui conduisent les hommes au travail, c'est-à-dire l'aménagement de l'espace et du temps (la quotidienneté), les stratégies institutionnelles (l'Etat, l'école), la relation psychologique au travail, etc. Cet angle d'attaque permet une périodisation fort nette au développement capitaliste en France : trois grandes étapes, que séparent deux décennies charnières (1880-1890 et 1950-1960).

Au terme, on constate que les forces de travail ont été progressivement dépossédées de leur autonomie de mouvement, et donc de leurs capacités d'initiative, au bénéfice d'une mobilité hétéronome : les voici aujourd'hui immobilisées, alors même qu'elles sont plus que jamais déracinées, flottantes (qu'on pense au travail «précaire»). Les ou-

vriers ont cessé d'être en mouvement, ou plutôt, le mouvement n'est plus le leur.

Avant 1880-1890, il y a bien un contrôle de la mobilité ouvrière, mais il est d'abord policier, répressif. C'est que la bourgeoisie a peur des populations qui bougent, du vagabondage (cet art populaire de la révolte), de l'indiscipline urbaine. Il y a bien une mise au travail industriel des populations rurales, mais elles utilisent des formes d'enrôlement mises au point auparavant et indépendamment d'elle, pour l'hôpital ou la prison (qu'on songe aux travaux de Michel Foucault). Dans l'usine, la volonté patronale vise moins alors la production que la surveillance et la «moralisation» des populations.

Il n'en va plus de même après 1890. Les organisateurs de l'économie l'emportent désormais sur les policiers, la mobilisation pour la production sur l'encadrement répressif. La mise au travail s'étend considérablement, en particulier avec la guerre de 1914-1918. Mais surtout, elle se fait selon des formes de mobilisation spécifique, qui vont de la création de l'office du travail à la professionnalisation progressive de l'école. Résultat : la séparation du travailleur d'avec sa capacité de négocier sa propre force de travail. Dans ce processus, le taylorisme joue un rôle particulièrement efficace. Avec lui, l'utilisation de l'argument salarial transforme l'homme en mécanique, la norme est intériorisée, la classe ouvrière se recompose autour de la figure de l'«ouvrier-masse», c'est-à-dire autour de l'O.S., au détriment du professionnel. Le contrôle du temps nécessaire à l'accomplissement d'une tâche, comme celui de la qualification, échappe désormais aux travailleurs.

En 1960 commence une troisième étape. La matrice capitaliste est enfin en place, car son emprise est devenue totale sur les différentes circulations ou mobilités liées au travail. Pour se développer, le système n'a en effet plus besoin de chercher de la main-d'œuvre en dehors de celle qu'il a déjà façonnée, produite lui-même selon l'unique critère de la productivité. C'est entièrement en son sein que se déploie la mobilité ouvrière, il en est le seul maître.

Un cycle s'achève

Or, les organisations ouvrières, politiques et syndicales, ont contribué à cet enfermement, en se trompant de cibles à des moments cruciaux. De Gaudemar montre ainsi comment, en créant les Bourses du Travail à la fin du XIXème siècle et au début du XXème (donc en favorisant la mise sur pied d'un marché national du travail), les syndicats ont pris leur part dans la déposssession des travailleurs de leur propre capacité à circuler, et ceci au nom même des intérêts de la classe ouvrière. Comment aussi, en acceptant entre la première guerre mondiale et 1936 (en commun avec le gouvernement du Front Populaire) l'organisation scientifique du travail (le taylorisme), ils se sont mis eux-mêmes en situation d'impuissance. Et ceci parce qu'ils en espéraient une amélioration des salaires, et surtout parce qu'ils pensaient qu'un usage ouvrier, non capitaliste, de ces méthodes de production serait plus tard possible. Au bout du compte, cela a en effet conduit les syndicats, construits peu à peu autour de l'ouvrier professionnel, sur l'héritage du syndicalisme de métier, à être déphasés par rapport à la nouvelle figure centrale de la classe ouvrière, celle de l'«ouvrier-masse», de ses comportements et de ses aspirations (Edmond Maire vient de la reconnaître dans *Le Monde* du 18 août), et à passer de l'acceptation des méthodes de travail à celles des objectifs inscrits en elles : le productivisme et ses marchandises rapidement obsolètes et inutiles (la CGT, et se faisant cet été le dernier rempart du France, vient de pousser cette attitude jusqu'à la caricature, qu'on pense aussi au «nucléaire socialiste»).



Femmes en marche

La révision prochaine de la loi sur l'avortement, dite «Loi Veil», continue de susciter de nombreuses réactions.

Entre autres, une marche convergente sur Paris les 6 et 7 Octobre

La drôle de loi

Quand un gouvernement a voté une loi dont il ne voulait pas, il a un recours très simple : en éviter l'application. Il utilise deux moyens principaux pour cela : inclure dans les termes de la loi des clauses réductrices qui la feront rester lettre morte, et ne pas débiter de crédits pour sa mise en place. S'agissant de l'avortement, l'Etat, pour plus de sûreté, a cumulé les deux méthodes. En minant dès l'abord la loi Veil par une **clause de conscience** qui permet à tout médecin de refuser d'opérer (et chacun sait que les médecins les plus puissants sont aussi les plus conservateurs), puis en ne créant aucune infrastructure qui permette la pratique effective des avortements.

En conséquence immédiate, Montpellier, par exemple, tête de pont de l'avortement dans le sud, y fait office d'Angleterre du Languedoc. On y converge de toute la province puisque partout ailleurs les hôpitaux refusent de pratiquer l'IVG. Les services concernés sont donc débordés. Les conditions d'opération sont ainsi soigneusement maintenues dans un drame à la Zola, et «Laissez-les vivre» a beau jeu de venir nous titiller, nous autres femmes, sur l'évidente atrocité qu'il y a avorter : «un avortement c'est toujours un drame». Bien sûr : Et l'accouchement donc !

UNE DROLE D'ANNEE

Chose curieuse et intéressante, il n'y a pas qu'en France que le droit d'avorter est menacé : grosso modo, on peut dire qu'en Europe, les pays qui l'avaient parlé de le retirer (en tout cas de le «réduire»... à pas grand chose), et ceux qui ne l'avaient pas ne parlent plus du tout de la donner.

Chose curieuse et intéressante encore, la régression du droit d'avorter suit une courbe semblable à la récession générale du statut social des femmes (droit au travail : les femmes sont les premières visées par le chômage, liberté de circuler etc.). Tout cela sous la poussée, ou sous le prétexte, de la crise économique.

Ces menaces sur le minimum vital de nos «libertés» (à entendre au sens du jeu de Go), justement les féministes ne cessent de s'en entretenir depuis trois ans, sans parvenir pourtant à y trouver une riposte...

Jusqu'à cet été 79 où, d'un coup, on se retrouve, féministes ou non, toutes ensemble et non toutes pareilles, dans un accord commun : descendre dans la rue pour se manifester, pour crier que nous ne voulons pas revenir en arrière.

Ce n'est pas seulement l'urgence de tenir tête aux Debré-Chirac-Lejeune (sinistre trinité pour un unique obscurantisme) qui nous précipite dans la rue. Ce n'est pas par hasard si c'est à l'automne de cette année 79 que cela arrive : c'est que nous venons de vivre une drôle d'année. Comme «une drôle de guerre». Marquée, pour nous autres femmes, mais aussi pour nous autres d'Occident, par deux événements d'une singulière violence. Nous avons découvert, au terme d'années d'efforts soutenus par Francisca Hosken et d'autres, que trente millions de femmes, aujourd'hui, ici même, dans notre monde, ont le sexe mutilé pour des raisons de convenances sacrées : la sacralisation de la différence des sexes poussée à son comble d'horreur. Pratique horrible. Symbole horrible. Et surtout, nombre horrible : trente millions, pensez-y, c'est énorme !

Et puis dans la foulée, nous nous sommes réveillées en Iran. Nous avons pris en pleine poire le nouvel ordre iranien : un conte persan nouvelle manière et qui commençait comme ça : sous couleur de droit à la différence, un peuple entier de femmes est revoilé, puis renvoyé à l'isolement, la cuisine, le gynécée. Prélude au reste, qui ne nous fait pas moins horreur mais que nous savions déjà en écoutant les femmes d'Iran.

MISES A L'ÉPREUVE

Là encore, dans la moche histoire iranienne, nous découvrons un continent noir dans notre continent noir. Elles sont des dizaines de millions, elles aussi, celles que le pouvoir islamique par tous les Khomeiny interposés rêve de recouvrir de sa chape... Au delà des différences d'histoire de races, de religion et de culture qui nous séparent, c'est notre personne de femme, c'est-à-dire aussi d'être humain, que nous voyons menacée en Iran. Ce qu'elles nous crient, et que nous entendons, les cinquante mille qui dans un sursaut



Un cycle, celui de la neutralisation de certaines forces oppositionnelles, est donc en train de s'achever. Sommes-nous pour autant condamnés à l'asphyxie ? Non, car le système est en crise, non à cause de ce qui lui résiste, mais en raison de sa logique interne de «développement» contradictoire avec lui-même : lorsqu'on le considère dans son ampleur, notre mode d'«enrichissement» produit en réalité toujours plus de pauvreté (2). Mais aussi, pour en rester à la condition ouvrière, parce que de nouvelles forces (combien balbutiantes encore), celles-ci alternatives, sont en train d'apparaître, à la fois dans et hors la classe ouvrière, riches d'une nouvelle mobilité, hétérogène au système. Comment cela ?

Un autre mouvement

Rejoignant certains théoriciens de l'«autonomie» italienne (en particulier Antonio Negri), De Gaudemar indique que dans la mesure où, dans la figure de l'«ouvrier-masse», la finalité de l'usine mobilise l'ensemble des circulations sociales, cette figure en engendre une autre, qualifiée d'«ouvrier-social». Issu de la fusion usine/société, cet «ouvrier-social» résiste, dans l'usine, en s'appuyant sur ce qui est hors d'elle, hors travail (le sexe, la race, le territoire) (3). Il est ainsi en mesure de renouer avec ses ancêtres d'avant 1880, qui défendaient un mode de vie contre le nouvel espace productif : de l'intérieur de sa déqualification, il critique le travail lui-même (absentéisme, sabotage) beaucoup plus qu'il ne réclame la gestion de l'usine, ses luttes urbaines (automobilisation) rejoignent la vieille indiscipline des quartiers populaires, etc. Brf, avec lui, les luttes internes à l'usine (entendue au sens général de lieu d'usage des forces de travail) se répandent à l'exté-

rieur, dans l'ensemble du champ social. Mais surtout, les luttes menées partout ailleurs investissent de l'extérieur l'usine. Entre celle-ci et celles-là, on ne peut donc plus parler de «front principal» (mouvement ouvrier) et de «fronts secondaires» (écologie, féminisme, régionalismes, etc.) comme on le faisait voici quelques années à gauche. Il ne s'agit pas d'une extension à de nouveaux secteurs sociaux de l'ancienne mobilité ouvrière (elle est défunte), mais de l'investissement de certains secteurs ouvriers par une mobilité qui s'enracine dans d'autres vecteurs historiques.

Ces «mouvements sociaux» mesurent-ils l'enjeu de leur convergence ? Il s'agit de rien moins que de sortir, un jour, des eaux stagnantes où s'embourbe, sous nos yeux, en ce mois de septembre, la «rentrée sociale».

Paul Blanquart ●

(1) Jean-Paul De Gaudemar, *La mobilisation générale*, éditions du Champ Urbain, 74 rue de la Fédération, 75015 Paris, 1979, 286 pages.

(2) Je renvoie sur ce point à François Partant *Que la crise s'aggrave*, éditions Solin, 1978, 181 pages. Qu'on m'excuse de signaler si tard ce livre clair et pédagogue, mais un inopportuniste (et violent) accident de voiture sur une charmante petite route du Brionnais (ma 4L contre un tracteur) m'a mis hors course de la GO pendant 7 mois.

(3) A ce propos, voir mon papier, «L'insurrection des corps», dans la GO, n° 214 du 14 juin 1978.

s'évadent une dernière fois pour hurler «Attention !», c'est : «On peut toujours revenir en arrière quand il s'agit de femmes. Aucune loi en ce qui les concerne qui ne puisse être abolie, sans préavis».

C'est alors que nous réalisons pleinement ce que signifie la loi Veil : une loi faite «pour les femmes» mais surtout sous la pression des femmes, et qui, fait rarissime dans l'histoire du droit, est provisoire. Une loi, en somme, qui est une «mise à l'épreuve». Mais qui met-on à l'épreuve ? La loi, ou nous autres femmes ? Chirac s'écrie, outré, à la télé : «N'importe qui peut avorter dans ce pays, c'est une honte». Et ce cri porte en soi le lourd «avorter c'est un crime» de «Laissez-les vivre».

L'avortement est un crime et les femmes sont des criminelles à qui l'on accorde une chance : cinq ans de mise à l'épreuve : «on verra bien si elles sont saisonnables». Nous n'autorisons personne à juger de notre raison. Et nous n'avons rien à montrer, sinon ceci : que nous sommes nombreuses et déterminées, et que notre opinion sur la vie et sur la mort (depuis le temps que nous donnons les deux liées indivisiblement) chacune d'entre nous peut se passer du législateur pour se la faire.

Voilà : l'avortement, comme la liberté d'expression, celle de circuler librement, le libre accès au travail, l'égalité des salaires et quelques autres choses, c'est un droit fondamental des femmes, cela fait partie du minimum de la démocratie pour les femmes.

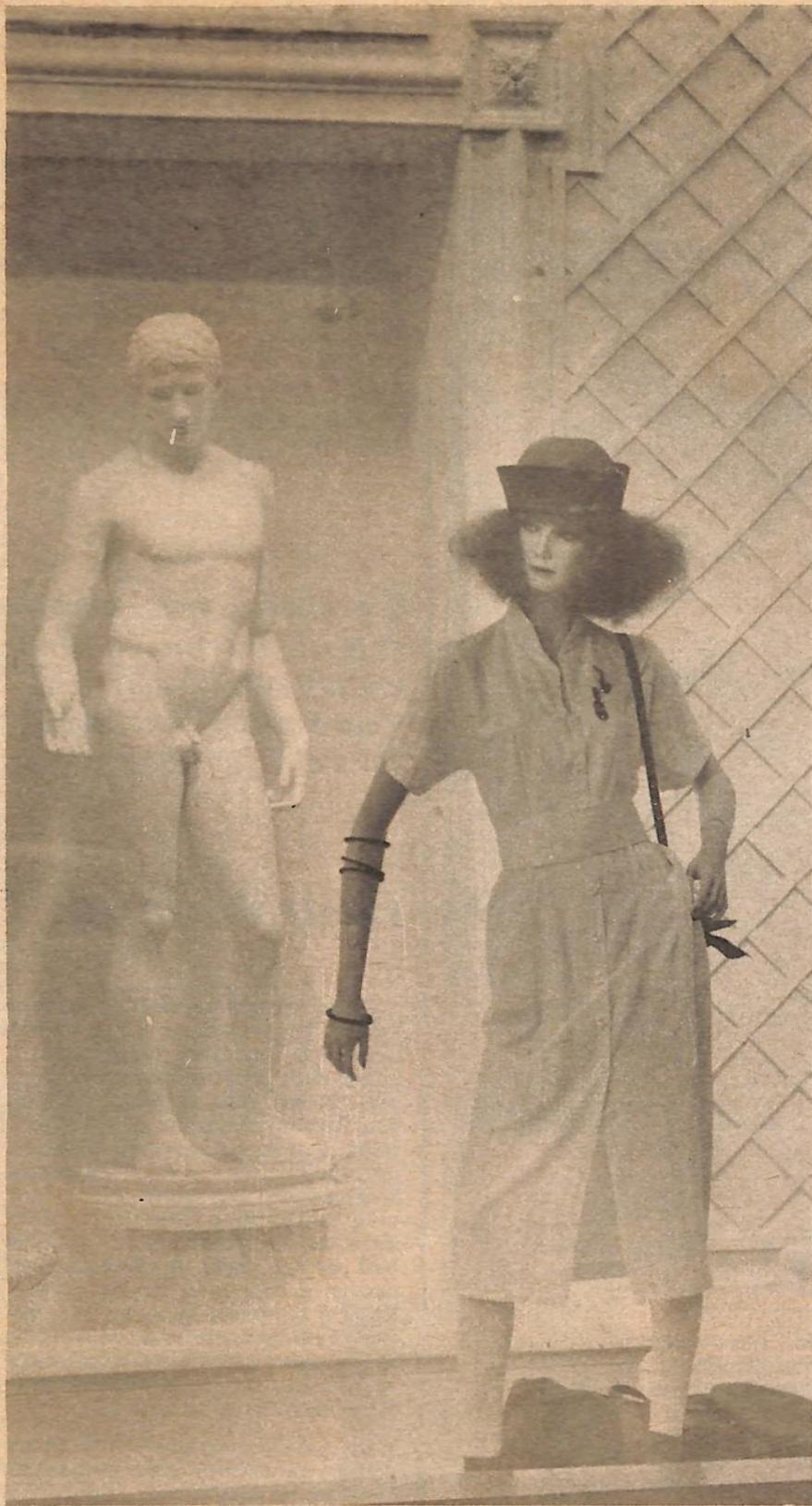
C'est ainsi que nous avons pris conscience, au travers de l'extrême division-diversité du mouvement des femmes, que nous avons toutes «au delà de nos différences» comme le dit l'appel à la marche du 6 octobre, un sentiment, un souci, une urgence commune : la défense de nos droits fondamentaux.

Et c'est ainsi que nous nous sommes retrouvées, et que, remettant à plus tard les querelles tactiques, stratégiques ou théoriques, nous nous sommes reconnus deux désirs communs : interdire à nos dirigeants toute régression de la loi Veil, exiger son amélioration et son application effective.

A travers de cette loi défendre le principe des «droits des femmes», tels qu'ils n'ont pas encore été définis dans les droits humains (dits «droits de l'homme»), et tels que nous les avons si chèrement conquis depuis les suffragettes.

Enfin, cette marche par laquelle nous espérons faire écho à nos amies romaines et iraniennes, massivement rassemblées dans les rues de leurs villes, nous voulons encore qu'elle serve à ceci : que ceux qui nous gouvernent en France, en Europe et ailleurs, sachent que nous sommes bien là, réveillées, et que nous réagirons dorénavant à leurs décisions, celles qui nous concernent directement et les autres, qui ne nous concernent pas moins.

Elisabeth Salvaresi ●



La drôle de radio

Ambiance bizarre aux Deux Palais», en face du palais de justice, isle de la cité, Paris 1^{er}, ce vendredi 7 septembre 1979. Dans ce bistrot huppé dont les tarifs sont en accord avec la situation de monopole dont il jouit (ce dont vous préviendrez, chose rare, le garçon) se trouvaient quelques nanas du MLAC, un sénateur(trice).

Nanas du MLAC, une «sénatrice» et votre «servante». Tout ce beau monde venait soutenir Geneviève Prost (MLAC) à sa notification d'inculpation. Ambiance bizarre, peut-être du fait que votre «servante» ne connaissait du MLAC que la légende. Nous y reviendrons.

L'on apprend que ce fameux 17 janvier, les flics enregistrèrent l'émission de l'apart vide (ça tombe bien) mitoyen au local. Comme quoi ils n'ont pas trop confiance en leur technique (à eux ? à elles ?) ou comme quoi, quand

on annonce une émission radio par voie de presse on prend des risques. Reste que seul le direct était possible, puisqu'il s'agissait de répondre à l'antenne à des demandes de renseignements. Un service qui, on le verra, ne fait pas partie des préoccupations de RTL. On apprend aussi que se trouvaient avec elles, au MLAC, le jour de l'émission fatidique : le **planning familial**, le **syndicat de la médecine générale**, les **comités avortement sexualité de la région parisienne** et les **comités Lariboisière**. Simone Iff ayant annoncé son nom à l'antenne ne pouvait manquer de se faire repérer. Quant aux autres, les flics ont trouvé leur nom dans les statuts du MLAC déposés comme il se doit à la préfecture. Élémentaire !

AUX MARCHES DU PALAIS

Sont ou vont être inculpées donc, S. Iff, Maya Surduts, déjà entendues, Geneviève Prost (ce jour) et Isabelle Jacob, lundi 10, par ce malheureux juge Cabié chargé de l'affaire Heidi (et de l'inculpation d'Hersant) qui commence

Nous aurons les enfants que nous voulons

Aujourd'hui, la lutte pour la liberté de l'avortement a des aspects relativement différents d'il y a cinq ans. La légitimité de ce droit s'est accrue aux yeux des femmes. Il semble qu'au moment du vote de la loi Veil, beaucoup de femmes considéraient l'avortement comme une réponse inévitable à certaines situations impossibles à assumer. Aujourd'hui, dans de larges couches de la population féminine (donc pas seulement féministes), ce droit tend à être reconnu de plus en plus comme une liberté fonda-

mentale, justifiée position de son plus seulement d'une «situation

De fait, même nous être supprimé (ce dont je doute conclure, ou bien et le gouvernement dant cinq ans c qu'ils considèrent «crime», ou bien pression ne doit et tout au cynisme personne ne peut tion, être provisoire

Ce qui nous hui de poser le procréation de n plexe. En 73, lordiquions le droit certains nous opt nêtement le droit Comme s'il pou sans l'autre ! Un plique pas un ch

à connaître la tête des nanas en question. L'affaire Heidi traîne et l'enquête n'aboutissant pas !

N'ont pas été inculpées en revanche, les quarante personnes ayant revendiqué l'émission. Reste le cas des deux garçons de la fédé des radios libres pris dans cette galère dont nul ne sait s'ils vont comparaître ou pas. Au MLAC on a l'air de considérer que ça les regarde, ce qui semble justifié, mais n'autorise aucun pronostic.

Juge bonhomme, ambiance bonnes femmes, on se fait prier poliment d'évacuer la chambre (en fait ce n'est qu'un couloir) où va se dérouler le rapide cérémonial. L'avocate Odile Davernhas argue en souriant que le garde présent ne peut tout à la fois surveiller la galerie, l'escalier et le rez-de-chaussée. Le juge refuse néanmoins de supporter notre petite dizaine pour des raisons de sécurité. «Il y a des inculpés de l'autre côté, si l'un s'échappait et vous attaquait...» - «On s'en va sagement, le principal c'est qu'il dise qu'il y avait des femmes en train d'attendre» dit l'une. «Mitterrand est bien venu, lui, avec ses élus en écharpe tricolore»

La drôle de manif

Mercredi soir dernier, la rue de Vaudirard était noire de monde, noire de femmes venues beaucoup plus nombreuses et plus diverses qu'on ne l'espérait. «On» étant la petite équipe qui n'est pas partie en vacances et en a profité pour mettre au point l'organisation de la marche. «On», c'est aussi un collectif de femmes, issues des tendances très variées du mouvement Histoire d'Elles, collectif Parole, la revue d'en face, secteur femme du PSU, courant III du PS, «Elles voient rouge», le planning, le MLAC, des femmes de la CGT, de la CFTD, de groupes femme ou de pas de groupe. «On», c'est surtout des militantes qui ont réussi à s'entendre sur une plateforme minima et qui n'ont répercuté cette entente sur leurs organisations respectives. Bref, mercredi, on était toute surprises d'être si moult, surpri-

ses et rapidement dépassées parce que pour être en mouvement les femmes ce soir-là l'étaient en lutte même. Le débat ne s'est jamais élevé très haut mais au moins c'était chaud.

Cécile Goldet l'a ouvert en s'offrant littéralement à nous : «Utilisez moi. Pour une femme et surtout une féministe, atterrir au Sénat, ce n'est ni facile, ni fréquent, alors comme j'y suis, n'hésitez pas, je suis à votre entière disposition». On a apprécié, applaudi même, puis on est entré dans le vif du sujet : où se rassemble-t-on ? Comment et à quelle heure ? Ça nous a bien pris deux heures, peut-être plus, pour ne pas se mettre d'accord ! Quel lièvre pouvait bien se cacher derrière cette question apparemment anodine ? Il fallait sans doute que nos dissensions occultes s'expriment, le plus banal des sujet serait forcément le meilleur, puisqu'il ne nous permettait pas d'exprimer de grandes divergences.

Donc ça a chauffé. Le climat des grandes AG des Beaux Arts était intact, avec en plus la volonté que ça marche, c'est le cas de le dire !

Tous les réseaux sont sur les dents et s'activent maintenant à faire converger leur effectifs sur la capitale pour le six à 15 heures. Eh oui, on s'est au moins mises d'accord sur l'heure. De grands affrontements idéologiques, point. Il semble qu'il y ait un accord tacite pour laisser s'exprimer toutes les articulations possibles autour de l'avortement. Revendication de base servant aussi bien à illustrer la défense des libertés que la libre disposition de son corps ou le droit de décider et de choisir ses maternités. Ce n'est pas rien cette évolution pour le mouvement des femmes. Il marque là une sorte de tournant, de preuve de maturité et cette nouvelle tournure d'esprit est peut-être la relance du féminisme...

Comme la campagne pour la marche bat son plein et que le collectif qui l'organise ne montre aucun sectarisme, il serait peut-être temps que les femmes écologistes les rejoignent et viennent mettre leur grain de sel dans cette bagarre pour le faire sortir des thèses archi-rabachées.

Pour connaître les femmes mobilisées dans votre coin, vous demandez à Histoire d'Elles, 7 rue Mayet, 75006 Paris. Tél. 566 79 16, la liste des groupes et leurs adresses et pour se tenir au courant du suivi, les répondeuses diffuseront toutes les informations. Tél. 539 80 30. Et si vraiment vous rêvez d'envoyer du fric : compte 50646109 société générale agence BS 1520 au nom de Colette Grandgérard, 118 faubourg St Antoine, 75010 Paris.

S.C.

par la libre dis-
corps... et non
par l'existence
de détresse».

ce droit devait
né en novembre
, il faudrait en
que les députés
nt ont été pen-
complices de ce
ent comme un
que cette sup-
rien à la morale
; un droit de la
ant, par défini-
re.

ermet aujourd'
problème de la
nière plus com-
que nous reven-
à l'avortement,
osaient malhon-
à la maternité,
ait exister l'un
droit qui n'im-
x, un droit qui

ne contient pas le droit de ne pas profiter de ce droit n'en est pas un : c'est une obligation. Nos positions sont aujourd'hui connues. Il est acquis que si beaucoup de femmes désirent un (ou des) enfant(s), d'autres n'en désirent que très tardivement. D'autres enfin, pas du tout et n'en désireront jamais quelles que soient les améliorations de leur situation personnelle et de la société. C'est ça le vrai droit à la différence. Du coup nous n'avons plus autant besoin d'affirmer qu'on peut être femme sans avoir envie d'enfanter.

Sans paraître limiter le refus de la maternité à la critique de la société actuelle, nous pouvons poser le problème de la procréation en fonction aussi mais pas seulement du refus de ce système, où l'intérêt pour les enfants se limite à une surveillance psychologique effrénée et à une exploitation commerciale intense. A nous d'en discuter.

Marie-Jo Dhavernas



Didier Maillac

it l'autre, gentiment. En redescendant n s'aperçoit qu'une flèche indique la sortie de ce beau dédale. Nous voilà assurées pour les évasions à venir.

GRANDES ONDES

Curieuses, nous demandons à nos compagnes comment ça se passe quand elles passent à la radio. L'autre, la vraie. Ben, il y a le cas (rare) de Méné Grégoire, de RTL, qui eut la fantaisie en février de concocter une émission sur le féminisme, sujet mode : Le MLAC contacté, espérant causer. «Le premier jour elle nous présente, ainsi que d'autres groupes, mais ne nous interroge pas. On est là, le téléphone branché, à attendre et à enregistrer.» Le deuxième jour, coup de génie de la mère Grégoire, celle-ci les appelle et leur pose une question... sur la mixité du MLAC en 74 ! Une minute de réponse et clac, coupées. Ça c'est de l'information ! «Il y a mieux, dit Cécile Goldet, sénateur PS et féministe de longue date, elle m'a

eu deux fois, mais pas la troisième. J'ai dit que je n'étais pas là. Elle m'appelle et demande à m'interviewer. Je refuse. Pourquoi ? dit-elle. Lorsqu'excédée de ses insistances je l'envoie promener, elle s'écrie : bravo, voilà la phrase dont j'avais besoin, merci.» La phrase est diffusée dans les cinq minutes qui suivent. Méné est une artiste de la coupe et ne téléphone que durant l'émission. Mais qu'est-ce qu'on peut faire dans ces cas là ? Hein ? Rappeler ? On ne repassera pas pour autant à l'antenne. Alors ?

D'ici à ce que la télé diffuse les adresses des centres d'orthogénie, j'entends bien que pas mal d'eau aura coulé sous les ponts de la Seine qui lors nous enserme. Mais il me semble après tout, que la nouvelle génération lycéenne connaît fort bien son droit. «Erreur, me dit-on. La plupart des filles enceintes de dix semaines et plus qui viennent ont entre seize et dix huit ans». «Il faut déjà qu'elles connaissent l'adresse» rétorquais-je. Intervient Cécile Goldet «il y avait 750 000 avortements clandestins par an avant la loi. Il y en a 250 000 légaux maintenant. L'avortement clandestin existe toujours». - «Elles font

plus confiance à la voisine qu'à l'hôpital» dit l'une. «C'est pas vrai, dit l'autre, à l'hôpital les conditions médicales sont meilleures même si les conditions psychologiques sont souvent épouvantables». C'est vrai. N'insistez pas on vous refera pas le coup de la misère.

MANIF ET DEBAT

Tout bonnement, dans les centres de protection maternelle et infantile dont dépendent les mères et les femmes enceintes, on n'a pas encore reçu la circulaire annonçant la gratuité de l'avortement pour les mineures. Au MLAC on est encore à leur expliquer que ce n'est pas un acte illégal...

Voilà qu'ici comme ailleurs (n'est-ce pas chers écolos ?) on s'inquiète de la baisse du militantisme. Mais on se méfie de ses doutes. Onze du soir, plus tard. «Allo ? On ne te connaît pas, alors on aimerait bien savoir ce que tu vas écrire sur nous». OK, si j'étais inculpée, je serais encore plus parano que d'ordi-

naire (ce qui n'est pas peu dire) mais là, je n'ai rien vu, rien entendu de compromettant. Plus intéressant, en revanche, est le débat. Récupération du féminisme ? «La nouvelle droite, la nouvelle femme...» (le repli sur les solutions bourgeoises) le couple, le mariage, de plus en plus «oui mais, intervient Odile (toujours diplomate), toutes les solutions sont partielles. Le couple peut aider à résoudre ses contradictions. Ce ne veut pas forcément dire recul sur les acquis».

Donc on s'espère au moins dix mille à défiler le six octobre, et quelque émission d'ici là, dans des conditions de sécurité restant à définir.

Au MLAC, on a toujours eu l'esprit pratique et la très bonne idée, c'est un débat sur la manif et les autres objectifs le 7, puisque nos sœurs seront en la capitale. AG mercredi 12 à Jussieu, tour 46 à 19h30 pour préparer le débat. «L'avortement ça implique mauvaise contraception, absence d'éducation sexuelle. Mais si on recule sur l'avortement, alors là, c'est foutu».

Marie-Paule Nougaret ●



Christian

La drôle de manif

Mercredi soir dernier, la rue de Vaudirard était noire de monde, noire de femmes venues beaucoup plus nombreuses et plus diverses qu'on ne l'espérait. «On» étant la petite équipe qui n'est pas partie en vacances et en a profité pour mettre au point l'organisation de la marche. «On», c'est aussi un collectif de femmes, issues des tendances très variées du mouvement Histoire d'Elles, collectif Parole, la revue d'en face, secteur femme du PSU, courant III du PS, «Elles voient rouge», le planning, le MLAC, des femmes de la CGT, de la CFDT, de groupes femme ou de pas de groupe. «On», c'est surtout des militantes qui ont réussi à s'entendre sur une plateforme minima et qui n'ont répercuté cette entente sur leurs organisations respectives. Bref, mercredi, on était toute surprises d'être si moult, surpri-

ses
pour
soir-
ne s
moir
C
litté
Pour
te, a
fréq
pas,
On a
est e
rassé
heur
peut
d'ac
cach
men
nos
plus
meil
pas

Nous aurons les enfants que nous voulons

Aujourd'hui, la lutte pour la liberté de l'avortement a des aspects relativement différents d'il y a cinq ans. La légitimité de ce droit s'est accrue aux yeux des femmes. Il semble qu'au moment du vote de la loi Veil, beaucoup de femmes considéraient l'avortement comme une réponse inévitable à certaines situations impossibles à assumer. Aujourd'hui, dans de larges couches de la population féminine (donc pas seulement féministes), ce droit tend à être reconnu de plus en plus comme une liberté fonda-

mentale, justifiée par la libre disposition de son corps... et non plus seulement par l'existence d'une «situation de détresse».

De fait, même si ce droit devait nous être supprimé en novembre (ce dont je doute), il faudrait en conclure, ou bien que les députés et le gouvernement ont été pendant cinq ans complices de ce qu'ils considéraient comme un «crime», ou bien que cette suppression ne doit rien à la morale et tout au cynisme ; un droit de la personne ne pouvant, par définition, être provisoire.

Ce qui nous permet aujourd'hui de poser le problème de la procréation de manière plus complexe. En 75, lorsque nous revendiquions le droit à l'avortement, certains nous opposaient malhonnêtement le droit à la maternité. Comme s'il pouvait exister l'un sans l'autre ! Un droit qui n'implique pas un choix, un droit qui

ne contient pas le droit de ne pas profiter de ce droit n'en est pas un : c'est une obligation. Nos positions sont aujourd'hui connues. Il est acquis que si beaucoup de femmes désirent un (ou des) enfant(s), d'autres n'en désirent que très tardivement. D'autres enfin, par du tout et n'en désirent jamais quelles que soient les améliorations de leur situation personnelle et de la société. C'est ça le vrai droit à la différence. Du coup nous n'avons plus autant besoin d'affirmer qu'on peut être femme sans avoir envie d'enfanter.

Sans paraître limiter le refus de la maternité à la critique de la société actuelle, nous pouvons poser le problème de la procréation en fonction aussi mais pas seulement du refus de ce système, ou l'intérêt pour les enfants se limite à une surveillance psychologique effrénée et à une exploitation commerciale intense. A nous d'en discuter.

Marie-Jo Dhavernas

La drôle de radio

Eh patron, trois anethols

C'est pas seulement à Montélimar que l'on boit le Ricard



Michel Baratier voulait arroser d'une bouteille de pastis l'enterrement de sa vie de garçon, avec des copains de sa boîte. Le pastis était artisanal. Bilan : Michel est mort, un autre est dans le coma et treize personnes ont dû être gardées en observation à l'hôpital pendant plusieurs jours. Les gendarmes ont remonté la filière du pastis clandestin et ont procédé à six arrestations. Mais le scandale n'est pas là où on l'attend.

Ça fait bien longtemps que la Régie des Alcools, autrement dit le ministère des Finances, autrement dit l'Etat français, ajoute systématiquement du méthanol, produit toxique, dans l'alcool obtenu par distillation du vin. Depuis le temps on trouve ça tout naturel. Alors qu'il s'agit d'un crime cent fois pire que les «vagues de criminalité» qui font glapir les journaux.

Quand on distille du vin, ce qui sort de l'alambic, c'est de l'alcool éthylique ou éthanol. C'est un poison agréable à consommer et qui rapporte des milliards à l'Etat. C'est également ce qui coûte le plus cher, par divers biais, à la Sécurité Sociale. Une grande partie de l'alcool de vin est consommée sous cette forme, rénumératrice et toxique. Personne n'y trouve rien à redire. Nous y sommes habitués.

Mais on produit plus d'alcool de vin que ne peuvent en boire les Français. Plus, même, que ne peuvent en acheter les clients étrangers. Cela à cause des récoltes excédentaires de vin, produites en particulier par les viticulteurs du Midi dont les voix, traditionnellement sont décisives dans les élections. Pour écouler ces excédents de vin, on les détourne vers des usages industriels qui, jusqu'il y a une trentaine d'années, étaient

couverts par de l'alcool éthylique, ou éthanol, de synthèse. Ce dernier, du point de vue gustatif, est horrible. Du point de vue toxicologique, il contient toutes sortes d'impuretés qui le rendent franchement nocif à la consommation.

Il est impossible de faire payer aux industriels l'éthanol de synthèse au même prix exorbitant que l'éthanol qu'on sert au bistrot du coin - les industriels trouveraient la chose discourtoise. On leur vend l'éthanol sans taxe. Personne, naturellement, n'ira barboter et boire cet alcool de bas prix mais de mauvais goût... si l'on peut trouver au même prix du bon alcool de vin que la Régie destine à l'industrie. Mais l'Etat ne veut pas perdre un centime sur les petits verres que les Français pourraient se taper, presque à l'œil, par ce biais. Aussi l'Etat doit-il trouver coûte que coûte un moyen de rendre impropre à la consommation ce contingent d'alcool de vin destiné à l'industrie. Voici comment procède l'Etat : il fait ajouter à l'alcool de vin de l'alcool de bois, ou méthanol, à raison de 5%. Le goût n'est pas tellement plus mauvais. Mais le mélange, au lieu de tuer son homme au bout de 40 à 50 ans comme l'éthanol de vin, l'achève, si tout va bien, en quelques heures. Et ça ne gêne pas, Dieu merci, les industriels.

Résumons-nous : L'Etat tire des milliards d'un poison qui tue à longue échéance. Pour ne pas perdre un centime de ces ressources, l'Etat rend son poison immédiatement mortel.

Parlons maintenant de l'autre poison «découvert» à Montélimar, l'anéthol. C'est un constituant normal, banal, de plusieurs plantes aromatiques, entre autres, l'anis étoilé. Lorsque ces plantes sont mises à macérer dans l'alcool, l'anéthol (en compagnie d'une foule d'autres substances voisines) passe dans l'extract. C'est ça le pastis. On sait depuis longtemps préparer l'anéthol, substance chimiquement simple, par synthèse. Cela revient à un prix dérisoire. Impossible, naturellement, de faire moins cher que le paysan de Provence qui va cueillir dans la colline les herbes pour son pastis. Mais lorsqu'il s'agit d'en préparer par tonnes, comme certain industriel très progressiste de Marseille, jamais on ne trouverait assez de plantes aromatiques ni de main-d'œuvre pour les cueillir. L'anéthol revient alors beaucoup moins cher. Va donc pour l'anéthol.

Or il y a un os. L'anéthol, comme la plupart des composés

chimiques benzéniques (dérivés plus ou moins directs du benzène, constituant de certains pétroles) est un poison. Lorsqu'un buveur de pastis (ou de Ricard, pardon Marchais) meurt avec le foie en compote, on ne sait pas si c'est dû à l'alcool ou à l'anéthol. En tout cas, ce n'est pas le minable gang de Montélimar qui est coupable de faire ingurgiter de l'anéthol aux

amateurs de pastis. C'est toute l'importante et respectable industrie des anis, Ricard en tête. Si l'éthanol du pastis rapporte à l'Etat, l'anéthol, pourrait-on dire, rapporte surtout au PCF.

Mais chut ! Il ne faut pas faire de peine aux industriels, même s'ils sont de gauche. Aussi cherche-t-on en vain dans la presse quelque mention de la toxicité de l'éthanol. Passe encore pour les bafouilleux officiels de France-Inter qui pédalent dans les toxiques sans y rien piger. Mais que dire de l'article du Monde du 6 septembre, signé «Docteur E.L.» : la bonne âme, sans doute, qui se charge habituellement de procurer à la fois l'information et la bonne conscience aux lecteurs du Monde.

Ça se veut documenté, magistral comme toujours. Et pas un mot de l'anéthol. Quant au méthanol, on dirait qu'il s'est formé spontanément dans les bouteilles d'apéro. On veut nous faire croire qu'il s'agit d'une petite bande de détraqueurs de camions, alors qu'on a l'occasion, pour une fois, de dénoncer un crime délibéré commis par l'Etat et les industriels, une atteinte cynique à la santé publique, une lente destruction d'innombrables victimes humaines depuis des dizaines sinon des centaines d'années.

Pierre Jacques ●

Ordonnance

Vedettes : Je ne l'ai pas encore vu, mais je vous en parle tout de suite parce que ce sera l'événement cinématographique de la rentrée. L'*alien* de Ridley Scott, qui sort cette semaine, a été minutieusement fabriqué par trois des plus formidables dessinateurs d'aujourd'hui qui se sont partagés le travail en s'envoyant des pots de peinture à la figure : H.R. Giger (auteur du *Necronomicon*, un livre d'images monstrueuses, réédité en novembre au Humanoïdes Associés), Moebius (qui a dessiné les costumes et lancé l'idée du film dans une BD parue dans *Métal Hurlant*) et mon copain Christopher Foss, le fanatique des vaisseaux spatiaux (un beau livre, *Twentieth Century Foss*, chez AMP, BDiffusion).

Ces noces studieuses vont sûrement déclencher une explosion d'images et de couleurs. J'ai bien peur, malheureusement, que le film en soit encore au cliché de l'extra-terrestre dévoreur, mais ne soyons pas trop difficile... Les Humanoïdes Associés célèbrent cet événement en publi-

ant un numéro spécial de *Métal Hurlant* consacré au film, avec plus de 60 pages couleur. A ne pas rater non plus.

Clic : Les amateurs de photos feront un tour à la Remise du Parc (2 impasse des Bourdonnais, 75001 Paris, c'est juste à côté de la Librairie Parallèle, profitez en pour faire le plein de bouquins) qui expose, du 18 septembre au 11 octobre, des inédits de Duane Michals, à la sombre inspiration. Juste après, dans cette même Remise, on se précipitera sur le reportage photo (accompagné de montages audio-visuels) de Martine Barrat sur les Noirs du ghetto New-yorkais. C'est sans doute la seule blanche à avoir pu vivre longtemps avec eux. Vive les femmes !

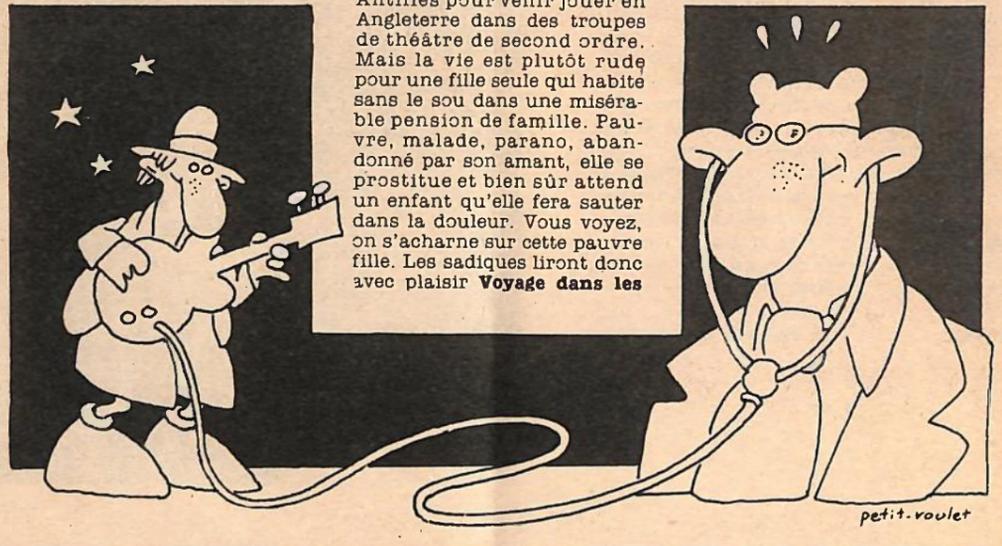
Pluche : Dans les Pyrénées Atlantiques, les objecteurs se regroupent pour la défense et la mise en valeur de la montagne. Si vous préférez le grand air aux corvées de patates, vous avez tout intérêt à contacter J.M. Baux, BP 64490 Accous.

Malheur : Elle a quitté les Antilles pour venir jouer en Angleterre dans des troupes de théâtre de second ordre. Mais la vie est plutôt rude pour une fille seule qui habite sans le sou dans une misérable pension de famille. Pauvre, malade, parano, abandonné par son amant, elle se prostitue et bien sûr attend un enfant qu'elle fera sauter dans la douleur. Vous voyez, on s'acharne sur cette pauvre fille. Les sadiques liront donc avec plaisir *Voyage dans les*

ténébres (Gallimard Folio N° 10714 un magnifique roman social de l'anglaise Jean Rhys. Un livre très triste sur la condition de la femme célibataire et les misères du petit peuple au chômage. Prévoyez un mouchoir pour pleurer tranquilles.

aaaImages : Les amateurs de pop se jetteront sur le livre qu'Hervé Picart et Jean-Yves Legras consacrent à Genesis (c'est le titre) ce groupe anglais dont chacun des concerts a été un événement théâtral, sous de chatoyants déguisements surréalistes. Pour tout savoir sur ces poètes rigolos, un grand livre sérieux bourré de photos, édité par Best (23 rue d'Antin, 75002 Paris). Et pour accompagner votre lecture studieuse, rien de mieux que le *Peter Gabriel* de Peter Gabriel (il ne s'est pas cassé pour le titre) chez Charisma (9103 123 ; Dist. Phonogram), un trans-fuge du groupe qui continue tout seul un travail bien intéressant.

Bernard Blanc ●



fémmes en marche (suite des pages précédentes)

La drôle d'information

Le 17 janvier dernier, les féministes réunies au local du MLAC organisèrent et diffusèrent une radio libre. Emission annoncée, attendue et à aucun moment brouillée. On avait pourtant bien prévenu les organisatrices qu'il y aurait des représailles, mais le temps passant, comme rien ne venait, elles firent semblant d'oublier et l'on n'en parla plus. Mais l'autorité est arrivée et pour que la rentrée soit encore plus joyeuse, elles furent invitées à comparaître le 19 septembre, s'y rendirent et furent inculpées par le juge Cabié.

Le juge à Simone Iff : «Vous avez reconnu les faits, je ne peux que vous inculper !

- Mais bien sûr, monsieur le juge, faites donc !

Le juge avec ironie :

- Ce sera une bonne occasion pour vous...

Simone Iff :

... de défendre nos thèses, mais oui, naturellement, et je vous promets que nous n'y manquerons pas !»

Le moins drôle de l'histoire, c'est que tout le monde est au courant, que

personne ne s'en offusque mais que la condamnation tombera quand même. La magistrature, ni debout, ni assise, mais rampante, poursuivra l'affaire non pas tant à cause d'une atteinte au monopole des ondes, mais parce que des femmes s'étaient donné les moyens d'en informer d'autres sur ce qu'on ne dit jamais sur les grandes ondes. Simone Iff m'a confirmé qu'elles récidiveraient tant que ce type d'information simple, concrète et précise ne serait pas donné au grand jour, tant qu'à la télé on ne dira pas aux femmes où avorter et à quel prix, dans quels hôpitaux ou cliniques... Tant que la contraception ne bénéficiera pas d'une publicité similaire à celle du tabac. Ces femmes continueront d'informer par tous les moyens d'autres femmes pour qu'ainsi toutes aient accès à ce qui reste encore aujourd'hui le privilège de quelques-unes. Tant que les moyens officiels d'information ne se mettront pas en place pour soulager les femmes, elles lutteront par voie de presse, radio libre, meeting spontané, expo dans la rue, affichage sauvage, etc. En entravant l'information libre, le pouvoir maintient l'interdit d'avorter.

Dans l'état de pseudo-libéralisation de la loi et de remise en question de l'avortement, inculper ces femmes sous un faux prétexte, c'est implicitement mais sûrement s'attaquer à l'avortement. Or, dit Simone, «il est de plus en plus indispensable qu'on ne tienne pas compte des interdits pour défendre la liberté. Bien sûr, on ne les mettra pas toutes en prison, mais il y aura des amendes que la loi, eh oui toujours elle, interdit de payer collectivement. Ce qui ôte aux femmes la possibilité de gestes de solidarité. C'est pourquoi il serait bon qu'on se fasse les unes aux autres des cadeaux sous forme d'amandes (?)»

Sophie Chauveau

P.S. Du temps que le sieur Du Guesclin fut enlevé par les Anglois, toutes les femmes de France et de Navarre se mirent à tisser, filer, broder pour lui payer sa rançon. Nanas, à vos ouvrages et payons les amendes (?)»

Marie-Paule

Rentrée

A Strasbourg, les 22 et 23 Septembre, 24 heures européennes pour inaugurer le Parlement

L'humanité pourrait déjà être anéantie 40 fois par les seuls équipements militaires actuellement existants. Cela n'empêche que, chaque jour, plus d'un milliard de dollars soient investis dans la course mondiale aux armements, somme qui correspond au revenu total, dans la même journée, des 36 pays les plus pauvres de la planète, soit d'un milliard huit cents millions d'êtres humains environ. La moitié vit dans la plus extrême pauvreté. Dans les pays industrialisés, au cours de la même journée, plus de 400 000 scientifiques et techniciens - la moitié approximativement des effectifs mondiaux - s'ingénient à mettre au point des armements de plus en plus meurtriers. Il est maintenant temps, il est grand temps, il est encore temps de hurler :

L'information provenant de l'hémisphère Sud fait constamment état de la misère de délabrement physique, de conditions de survie insupportables et d'innombrables morts par malnutrition. Dans le même temps, nos journaux, radios et télévisions étalent avec complaisance, avec cynisme, nos dépenses en armements, nos ventes d'armes à l'étranger, exploits mercantiles en tous genres. On nous abreuve d'articles sur «les marchés du siècle» à propos des achats militaires étrangers, mais on passe généralement sous silence le scandale des scandales.

En Occident, notre marmaille est plus ou moins à l'abri. Elle a des droits et des besoins : affec-

tion, tendresse, alimentation satisfaisante, service de santé, enseignement propre à assurer son avenir. Mais ces enfants, des adolescents que nous côtoyons tous les jours, ces enfants qui veulent devenir médecins, agriculteurs, artisans, musiciens, bref, ceux-là mêmes qui représentent l'avenir, savent-ils que l'univers qui les attend est atteint par la gangrène, une gangrène qui désertifie actuellement l'autre moitié du monde ? Cette gangrène a un nom : la course aux armements. Pour en sortir, un seul moyen : amputer.

Allons-nous admettre longtemps cette situation impensable ? Allons-nous la fuir comme l'autruche ? Aujourd'hui l'occasion se présente de faire quelque chose. A l'initiative des camarades français et italiens du Partito Radicale (international) s'organisent, les 22 et 23 septembre à Strasbourg les 24 heures européennes sur l'armement et la faim dans le monde.

«Nous invitons à nous rejoindre toutes les personnalités intéressées, les groupes, mouvements, associations, partis, syndicats, individus qui, de près ou de loin, travaillent (ou sont intéressés par) les sujets : faim dans le monde, Tiers-Monde, Quart-Monde, développement, tortures, prisonniers politiques, réfugiés politiques, armement, désarmement, ventes d'armes, objection de conscience, insoumission, alternative de défense...» En bref, il s'agit de lancer une vaste campagne sur les relations existant entre l'exploitation du Tiers-Monde sous toutes formes (et en particulier les ventes d'armes) et la faim dans le monde.

Ces 24 heures Européennes ont pour principal objectif politique la rentrée du Parlement Européen (du 24 au 28 septembre) à laquelle les militants tâcheront de faire inscrire à l'ordre du jour le problème crucial de l'armement européen et mondial face à la faim dans le monde. La réussite de cet

objectif dépendra principalement de votre motivation personnelle et vous êtes conviés à vous rendre sur place, participer à cette manifestation, aux débats, et si vous en avez l'occasion en apportant un film, un montage, une expo, en visitant les parlementaires et élus européens de votre région. Vous aurez également l'occasion de soutenir la campagne «bol de riz» lancée par la CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) à savoir qu'aux repas, un excellent bol de riz vous sera servi, moyennant 5F, somme journalière nécessaire à la survie d'un enfant du Tiers-Monde. L'argent sera intégralement reversé pour 1/3 en Inde, 1/3 en Afrique, 1/3 en Amérique Latine, directement aux personnes connues pour leur engagement sur place.

Pour ceux qui ne pourraient se déplacer à Strasbourg, vous pouvez soutenir l'action financière-

ment en envoyant vos dons à Thérèse Mercy, 79 avenue Miribel, 55100 Verdun (mention : 24H européennes) et au CCP 123780 W Nancy-GRANV.

Mandrin ●

Des forums seront organisés autour des thèmes suivants : comment désarmer (que défendre et comment) ; fabrication et commerce et reconversion des armements (problèmes économiques, emplois, etc) ; aide matérielle directe au Tiers-Monde ; aide à long terme au Tiers-Monde (pour quel développement) ; jouets guerriers ; les enfants et les armes ; l'objection de conscience, l'insoumission, les défenses alternatives. Une soirée de débats publics est également prévue qui s'achèvera par une fête.



Radicaux belges

Le Partito Radicale ferait-il des petits ? On en parle en tout cas en Belgique

Après ses victoires électorales italiennes et européennes, le Partito Radicale allait-il tomber dans le piège de la participation, se compromettre au sein d'un gouvernement, allait-il s'assagir, rentrer dans les institutions, abandonner ses luttes dans la rue ?

Nenni, en plein mois d'août, il a tenu la gageure de réunir plus de mille membres en une assemblée nationale pour mettre les choses au point.

Dans son discours inaugural, Jean Fabre, secrétaire général du Parti Radical, ne s'appesantit pas sur la victoire aux élections. Pas d'étalage. La question est réglée en une petite phrase très courte. On n'y reviendra plus. C'est le passé ; ce n'est pas le plus important ni le plus intéressant.

Au grand dam des politiciens italiens, les radicaux sont encore plus fous qu'auparavant : Jean Fabre lance l'anathème contre la faim dans le monde, il accuse violemment les multinationales.

Voilà la lutte que le Partito va mener cet automne. Il s'attaque à l'organisation économique mondiale comme Don Quichotte contre les moulins à vent, mais c'est un Don Quichotte que l'on prend au sérieux après ses campagnes victorieuses pour le divorce et l'avortement dans ce pays si catholique.

Quels sont ses moyens de lutte ? Les députés radicaux proposent, votent et amendent à tour de bras. Mais le PR reste avant tout un mouvement de rue, un mouvement socialiste libertaire : référendums, manifestations, occupations pacifiques, grève de la faim... autant d'armes non-violentes à portée de tous, qui donnent au PR une dimension sociale et humaine à laquelle aucun autre parti ne peut prétendre. Ses politiciens n'oublient pas qu'ils ont été des militants de base, ils sont tous décidés à se mouiller.

Ainsi Marco Panella, fondateur du parti, député italien et européen, commencera une grève de la

faim de 10 septembre. Que veut-il obtenir ? Dans un premier temps, que le parlement italien octroie 2% du budget de 1980 au Tiers-Monde pour lutter contre la faim et la malnutrition (1). Ensuite, il espère, par son action, sensibiliser les autres peuples et gouvernements occidentaux, afin que nul ne puisse ignorer le massacre annuel de 17 millions d'enfants de moins de 4 ans par la faim, ni les 50 millions d'humains qui meurent de faim chaque année.

Pour pouvoir se consacrer entièrement au parlement européen et internationaliser ainsi sa grève de la faim, Panella a démissionné comme député italien. Il sera donc souvent à Strasbourg, Bruxelles, Paris ou Genève où des comités de soutien s'organisent déjà.

Mais le Partito Radicale est aussi le parti des minorités. Après avoir été considéré comme le parti des homosexuels et des avorteurs, il prône aujourd'hui la libération du cannabis, avoue qu'on en cultive au siège du parti, et dénonce l'attitude hypocrite, voire complice, des

autorités qui favorisent le trafic de drogues dures et entraînent des morts par overdose d'héroïne.

Pour concrétiser cette lutte, pour la rendre tangible et efficace, pour dépasser le stade verbal où se complaisent tant de politiciens, ils fument un joint à la tribune de l'assemblée, devant une salle enthousiaste et des journalistes méfusés, en présence des photographes et de la télévision. Ils récla-

ment l'application de la peine prévue par la loi : quinze ans de prison. Folie peut-être, mais efficacité garantie d'un parti pour lequel la politique n'est pas l'art du possible, mais celui de la création d'un autre possible : l'alternative.

Yvon Hollez ●
Eric Picard

En Belgique, quelques militants écologistes et laïques ont pris des camemberts en Italie et ont adhéré au Partito Radicale (international). Actuellement réunis en Association Radicale de Bruxelles, ils espèrent créer un parti régional dès qu'ils auront atteint le quota nécessaire de cent membres. Ils travaillent avec le Partito pour les luttes internationales, tout en tenant compte de la spécificité belge.

Au MRV (Mouvement d'Union Radicale vieux de dix ans et qui attendait son heure pour militer) et aux membres du Réseau Libre des Amis de la Terre qui ont pratiqué les radicaux à l'occasion de la caravane pour le désarmement, se sont ajoutés des individus déçus par la stagnation, le manque d'ampleur, la mollesse, l'inefficacité, le stalinisme et la récupération des groupuscules d'extrême gauche auxquels ils appartenaient

Face à un parti social chrétien tout-puissant qui paralyse l'évolution sociale ; face à une gauche (le parti socialiste) importante mais qui a depuis longtemps abandonné tout projet de société pour se consacrer à la politique alimentaire, il existe un créneau dans lequel pourrait s'inscrire un mouvement radical.

Les objectifs de lutte sont abondants en Belgique : l'avortement est totalement interdit, 25% de l'électricité est d'origine nucléaire et la vie politique tourne autour d'un faux problème linguistique qui n'existe que pour éloigner les gens des problèmes sociaux et religieux qui se cachent derrière.

Contact des Radicaux en Belgique.
Campo Grande Fabre
94 avenue Louise
1050 Bruxelles

Pole associatif

Retrouver de vieux copains au bout de deux années, réserve parfois bien des surprises. Quand je quittai Lille en 1977, entre les deux tours des municipales, le groupe Amis de la Terre ressemblait par bien des aspects à beaucoup de groupes écologiques provinciaux : faibles moyens, peu de victoires (la centrale de Gravelines se construisait normalement sans que d'intenses périodes d'information influent de quelque manière sur cet édification). Son originalité ne résidait que dans sa longévité et sa permanence. Je me souviens encore de ces longs mois, entre 76 et 77, pendant lesquels nous étions une poignée dans un local désert à vouloir maintenir un outil qu'il nous semblait prématuré d'abandonner.

Deux ans plus tard, les choses ont bien changé. Je retrouve Pierre et Michel dans l'immense hall de la Maison de la Nature et de l'Environnement. Visite de ces immenses locaux (un nombre de pièces incalculable, une bibliothèque, un atelier solaire, des salles de réunions...) Dans un coin, une immense pile de bottins téléphoniques (14 qui, de jour en jour, grandit ; le secrétaire général de la mairie, quelques personnes âgées...

L'étonnement passé, le doute s'installe. Cette profusion de moyens ne va-t-elle pas vider leur pratique de toute radicalité ? Que veut Mauroy en impulsant cette expérience ? Que se passe-t-il dans cette maison ? La nostalgie du vieux militant, bien marginal, bien inefficace, mais qui prenait son pied dans une opposition radicale à l'«ordre établi» se réveille en moi. Inquiet, j'interroge Pierre.

GO. Pierre Mauroy n'a jamais caché ses convictions pro-nucléaires. Sa volonté de préserver l'environnement semble assez restreinte à en juger par la politique d'aménagement qu'il mène depuis des années dans une ville qu'il veut transformer en un «Paris de la classe ouvrière». Serait-il devenu soudain écologiste militant en offrant aux associations lilloises cette «Maison de la Nature et de l'Environnement» dont tu es l'un des permanents !

Pierre. Mauroy n'a jamais offert la MNE aux associations, pas plus que ses options sur le nucléaire ou l'urbanisme ont quoi que ce soit à voir avec le long processus qui a abouti, en janvier de cette année, à la mise en route de cette maison. Si nous devons écrire l'histoire de la MNE, c'est en terme de rapport de forces que nous le ferions.

Tout a commencé en 1977, entre les deux tours des élections municipales. Les Amis de la Terre et le PSU se présentent alors sous l'étiquette «Ecologie et Autogestion» face aux deux «grands», Mauroy (pour une Union de la Gauche non encore défunte) et Ségard (pour une droite humaniste). La recherche d'une écologie sociale nécessite de la part des AT et du PSU de se placer autrement sur l'échiquier politique qu'à égale distance de la droite et de la gauche ou, plus hypocritement, au dessus d'eux. La tactique adoptée, qui permet de contourner cet écueil, est originale, bien que simple : poser des questions à la gauche, lui faire prendre des engagements précis de manière publique. Les électeurs peuvent ainsi juger sur pièces du réel désir de changement de forces dites de gauche. L'aspect essentiel est que l'on exerce ainsi une pression sur une liste qui a toutes les chances d'être, demain, aux postes de commande de la ville.

Parmi les engagements que prend la liste de Mauroy celui de débloquer les moyens nécessaires à la création et au fonctionnement d'une «Maison de la Nature et de l'Environnement». Et, de fait, un conseiller municipal est chargé de s'occuper uniquement du dossier MNE au sein de la nouvelle municipalité. Cet accord si vite concrétisé n'est pas le «fait du prince», nul doute qu'en la matière les 7% de la liste «Ecologie et Autogestion» ont grandement pesé dans la balance ainsi que la découverte (par des politiciens peu attentifs à ce type de bouleversements) d'une écologie plus politique qu'elle ne voulait bien le faire croire à travers ses actions et ses discours.

Entre mars 77 et janvier 79 vingt et un mois de mise en place. Pourquoi cette lenteur alors que l'accord de principe, qui semble total, intervient dès le lendemain de la réinstallation de Mauroy à la mairie de Lille ?

C'est que les choses n'ont guère été simples. Deux volontés se sont opposées durant ces vingt et un mois. Celle de la municipalité qui voulait contrôler au maximum le processus, être maître de l'utilisation des crédits et des locaux. Celle des associations, plus multiformes, qui désiraient un maximum d'autonomie sans pour cela confiner la mairie dans l'unique rôle de pompe à crédits.

Le résultat de ces multiples négociations, et le point d'équilibre de ces deux volontés, est une double structure. La «Maison de la Nature et de l'Environnement» regroupe, dans son conseil d'administration, à la fois des représentants de la municipalité, des pouvoirs publics, des associations et des universitaires. Elle a pour objectif la recherche de crédits, qu'elle redistribue ensuite à l'ensemble des associations et constitue l'interlocuteur des pouvoirs publics. Les demandes de bourses déposées par les associations peuvent concerner aussi bien des mobilisations, que la réalisation de matériel d'information ou d'expériences alternatives. Pour 1979, le budget de la MNE est de 120 000F.

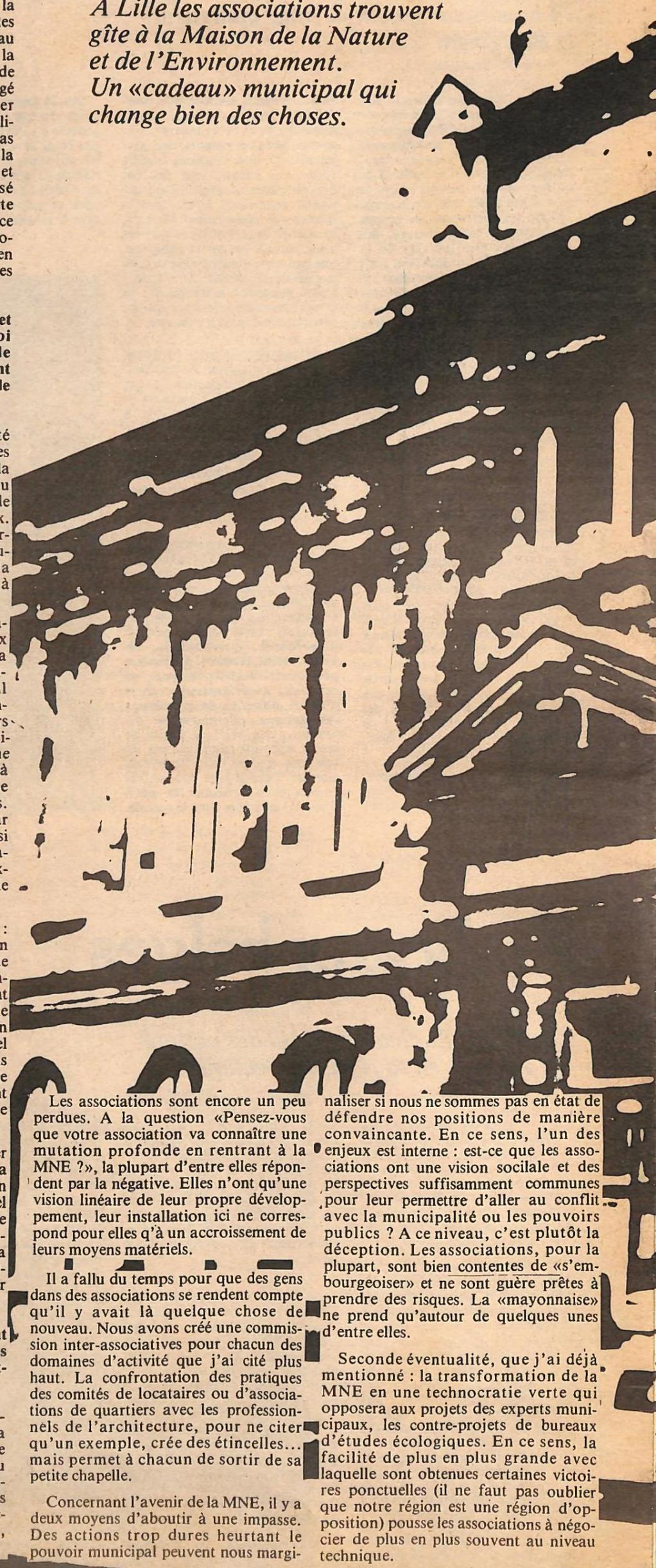
Seconde structure juridique : l'OGLANEL (Organisme de Gestion des Locaux à Usage des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement de Lille). En son sein ne sont représentés que les associations. Elle gère la maison en utilisant la subvention que lui octroie la MNE. Le personnel est recruté par et dans les associations (l'effectif de celui-ci est actuellement de trois, une quatrième personne devant prochainement se joindre à l'équipe d'animation).

Ce fonctionnement permet d'assurer une réelle indépendance, évitant la transformation de la MNE en un organisme para-municipal pour lequel les associations n'auraient constitué que des alibis. Cette double structure permet des rapports de travail avec la mairie, et en particulier avec le conseiller municipal spécialement nommé pour s'occuper de la MNE.

Comment les associations, qui sont partie prenante de ce projet, vivent-elles celui-ci ? Quels rapports entretiennent-elles entre elles ?

Actuellement une trentaine d'associations utilisent la MNE : Amis de la Terre, Fédération Nord Nature, Que Choisir, Confédération Syndicale du Cadre de Vie, sociétés savantes (amoureux des papillons...). Leurs activités s'organisent autour de quelques secteurs : énergie, urbanisme, transports, consommation, pollution et déchets.

A Lille les associations trouvent gîte à la Maison de la Nature et de l'Environnement. Un «cadeau» municipal qui change bien des choses.



Les associations sont encore un peu perdues. A la question «Pensez-vous que votre association va connaître une mutation profonde en rentrant à la MNE ?», la plupart d'entre elles répondent par la négative. Elles n'ont qu'une vision linéaire de leur propre développement, leur installation ici ne correspond pour elles qu'à un accroissement de leurs moyens matériels.

Il a fallu du temps pour que des gens dans des associations se rendent compte qu'il y avait là quelque chose de nouveau. Nous avons créé une commission inter-associatives pour chacun des domaines d'activité que j'ai cité plus haut. La confrontation de pratiques des comités de locataires ou d'associations de quartiers avec les professionnels de l'architecture, pour ne citer qu'un exemple, crée des étincelles... mais permet à chacun de sortir de sa petite chapelle.

Concernant l'avenir de la MNE, il y a deux moyens d'aboutir à une impasse. Des actions trop dures heurtant le pouvoir municipal peuvent nous margi-

naliser si nous ne sommes pas en état de défendre nos positions de manière convaincante. En ce sens, l'un des enjeux est interne : est-ce que les associations ont une vision sociale et des perspectives suffisamment communes pour leur permettre d'aller au conflit avec la municipalité ou les pouvoirs publics ? A ce niveau, c'est plutôt la plupart, sont bien contentes de «s'embourgeoiser» et ne sont guère prêtes à prendre des risques. La «mayonnaise» ne prend qu'autour de quelques unes d'entre elles.

Seconde éventualité, que j'ai déjà mentionné : la transformation de la MNE en une technocratie verte qui opposera aux projets des experts municipaux, les contre-projets de bureaux d'études écologiques. En ce sens, la facilité de plus en plus grande avec laquelle sont obtenues certaines victoires ponctuelles (il ne faut pas oublier que notre région est une région d'opposition) pousse les associations à négocier de plus en plus souvent au niveau technique.

Du côté municipal, des décisions ont été prises, suite à des campagnes que nous avons menées. Ainsi le recyclage du verre est pris en charge par la mairie qui a installé des bennes dans la cour des écoles. Pour la rentrée nous avons pour objectif d'obtenir la résiliation des contrats de chauffe des bâtiments municipaux. Un copain ingénieur a passé trois mois à faire l'étude thermique de la MNE. Ses conclusions sont éloquentes : quelques modifications peuvent nous faire économiser près de 6 millions de centimes par an (pour un budget «chauffage» de 10 millions de centimes) ! Autre objectif : la mise en place d'Ateliers Populaires d'Urbanisme. Ce qui nous promet quelques belles batailles avec la mairie car les services d'urbanisme ne voient pas d'un très bon œil ce type d'initiative.

L'outil que nous avons su conquérir sort du marginalisme une certaine pratique écologique. Alors que nous avions pris l'habitude de ne jamais rien gagner, voilà qu'en six mois nous obtenons des décisions de la municipalité parce que nous touchons l'opinion publique par l'intermédiaire de la presse. Par la MNE la création d'un pôle associatif est devenue possible.

La participation de nombreux Amis de la Terre à la MNE ne risque-t-elle pas de vous poser problème lors des prochaines élections municipales, en 1983 ?

Ce n'est pas évident. Nous ne considérons pas que la politique c'est d'aller à toutes les élections, faire trois petits tours, puis repartir sans avoir rien obtenu. Nous sommes ici dans une situation où l'on vit des élections tous les jours. Nous sommes, face à la municipalité et aux pouvoirs publics, en train de négocier et de construire continuellement un rapport de forces.

Que ferons-nous en 83 ? Je n'en sais rien encore. Il n'est pas exclu que nous recommencions l'opération de 1973 avec des objectifs qu'il nous faudrait bien évidemment redéfinir.

La MNE ne constitue-t-elle pas pour Mauroy une «vitrine verte», d'autant plus utile qu'il a besoin de ce type de choses pour retrouver au sein de PS une position qui ne soit plus trop minoritaire ?

Pour nous, Mauroy n'est pas la bête à abattre en priorité. Si la municipalité revendique des idées écologistes, tant mieux. Mais ce n'est pas le but principal que l'on recherche. Notre problème n'est pas de se faire récupérer, mais d'avoir des idées. Il ne faut pas se laisser reprendre une victoire facilement obtenue.

Notre approche est avant tout sociale : ce que nous désirons, c'est moins une société «écologiste» qu'une société moins inégale.

Dans les rapports entre les pouvoirs publics et les associations, il ne faut pas mélanger les rôles. L'exemple de La Rochelle est à ce niveau celui qu'il ne faut pas suivre. Voici une municipalité qui fait tout par elle-même, mais qui n'a pas un puissant mouvement associatif derrière elle (elle ne veut même pas donner un local aux Amis de la Terre qui le réclament depuis longtemps !). Si le pouvoir municipal doit gérer une cité, notre rôle quant à nous est de contester, de proposer, non de gouverner. Si la confusion s'établit, c'est soit la social-démocratie allemande, soit le goulag. Il n'y a pas de troisième voie : l'Etat devient force sociale et empêche le véritable tissu social de se développer, à terme c'est l'asphyxie.

La raison d'existence des associations n'est pas la prise de pouvoir. Elles doivent être l'expression des gens qui dans notre société sont dominés (consommateurs, usagers des services publics, citoyens...). Il leur faut aussi pousser le désir de ces nouvelles couches sociales dans le champ politique (qui peut être celui des élections, mais pas seulement celui-ci). Hors de ces perspectives on ne peut faire que du syndicalisme du cadre de vie au sens étroit.

A t'écouter, il semble que la revivification du mouvement associatif soit l'une des perspectives politiques de sortie de la crise, de notre crise ?

Nous vivons dans un pays qui, de 1789 à 1901, a interdit le droit d'association. La montée de la gauche a toujours été là-dessus. La tradition politique française n'a jamais donné de rôle aux associations. Celles-ci sont restées de petits comités marginalisés coupés de la vie sociale, sans moyens (nous ne sommes pas aux Etats-Unis où existe le système des fondations, ni dans une social-démocratie qui considère qu'il relève des attributions de l'Etat de favoriser la vie associative).

Il n'existe que deux formes d'organisations : le parti et le syndicat. Coincé entre les deux, les associations ont peur des rapports avec les pouvoirs publics.

Ce que nous avons voulu faire, avec la MNE, c'est prendre les moyens nécessaires pour sortir de cet état. Des moyens plutôt du côté public que du côté privé, plutôt du côté municipal que du côté de l'Etat. Nous avons choisi le partenaire politique le plus petit possible et le plus proche possible. Notre démarche est aux antipodes de la récupération. Celle-ci n'est jamais le fait de moyens, même acquis de longue lutte, mais d'une position de pouvoir offerte.

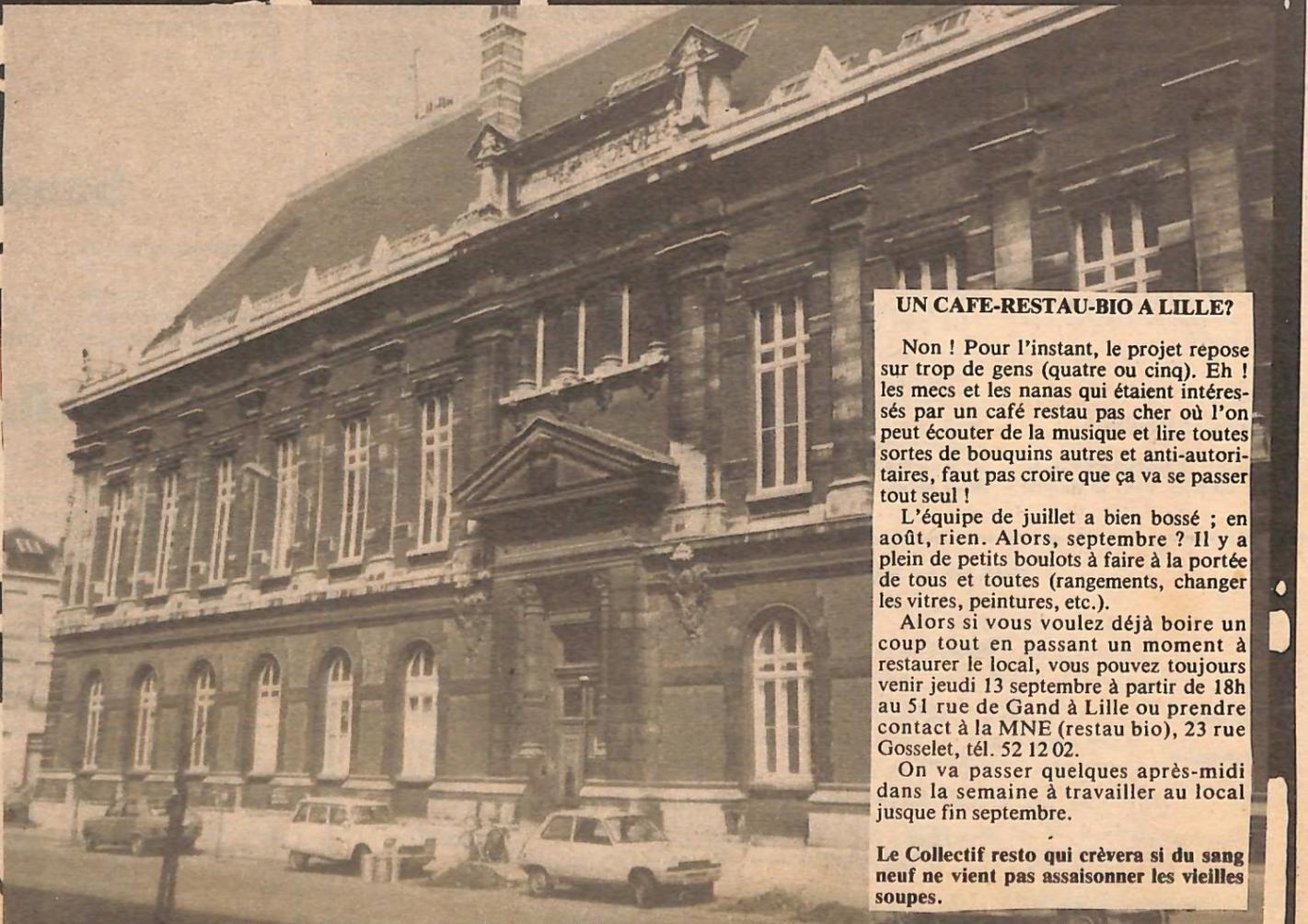
Nous tentons une expérience. Dans quelques mois nous pourrions faire un premier bilan. Dans un mouvement écolo qui ne risque plus rien, nous nous sommes affrontés à une réalité sociale bien plus complexe que les partisans de l'action pure et dure ne veulent bien le voir. Le fait qu'il y ait conflit entre les diverses associations au sein de la MNE, entre la MNE et le pouvoir municipal prouve que la structure que nous avons construite est encore vivante. Un groupe qui ne vit pas un conflit perpétuel avec l'adversaire est bien plus récupéré que nous ne pouvons l'être.

Propos recueillis par Marc Thivolle

Il nous faut donc «raidir» les associations tout en les aidant à développer le type d'alliances nécessaires à une pratique qui ne veuille pas être de pure contestation (en la matière, le gauchisme et son discours pur, ses antinomies simples mais inopérantes a bien fait la preuve de sa faillite).

Au-delà de ce que l'on peut appeler une recherche de désenclavement interne de la vie associative, l'objectif prioritaire de la MNE est bien évidemment l'«extérieur», le grand public. Quels résultats avez-vous obtenu durant ces six premiers mois de fonctionnement ?

Ceux-ci ne se sont pas fait attendre. Très rapidement, il y eu «reconnaissance» de la part de la presse régionale. Et pas seulement pour des opérations telle que le recyclage des bottins téléphoniques. Celle-ci s'est fait l'écho d'une manifestation anti-nucléaire que nous avons organisé à Gravelines. Le label «MNE» fait sérieux.



UN CAFE-RESTAU-BIO A LILLE ?

Non ! Pour l'instant, le projet repose sur trop de gens (quatre ou cinq). Eh ! les mecs et les nanas qui étaient intéressés par un café restau pas cher où l'on peut écouter de la musique et lire toutes sortes de bouquins autres et anti-autoritaires, faut pas croire que ça va se passer tout seul !

L'équipe de juillet a bien bossé ; en août, rien. Alors, septembre ? Il y a plein de petits boulots à faire à la portée de tous et toutes (rangements, changer les vitres, peintures, etc.).

Alors si vous voulez déjà boire un coup tout en passant un moment à restaurer le local, vous pouvez toujours venir jeudi 13 septembre à partir de 18h au 51 rue de Gand à Lille ou prendre contact à la MNE (restau bio), 23 rue Gosselet, tél. 52 12 02.

On va passer quelques après-midi dans la semaine à travailler au local jusque fin septembre.

Le Collectif resto qui crèvera si du sang neuf ne vient pas assaisonner les vieilles soupes.

Les cahiers au feu et les profs au milieu

*Quand Mandrin part en guerre
contre l'école et l'instruction*

C'est à chaque fois la même chose quand on rentre: on a le sentiment de ne pas retrouver les trucs à leur place. Cette fois ci, c'est peut-être pire que jamais. D'abord à cause des prix. Par delà les indices qui vous chiffrent les hausses à un virgule quelque chose on se rend bien compte que celles ci vont être difficiles à digérer par les smicards. Et puis il y a l'autre augmentation -celle du nombre des chômeurs- qui frappe tout particulièrement les femmes et les jeunes.

Le quinze septembre, les élèves reprendront le chemin de l'école et les profs feront à nouveau des prodiges pour que chacun ait une chaise. Comme vestiaire, la salle de classe c'est bien. Comme gymnase, c'est un peu petit.

Pour Christian Beullac, le Ministre de l'Education, la rentrée sera, bien sûr, satisfaisante et pour que l'édifice tienne le coup jusqu'aux présidentielles, il a son mortier: les mesures poudre-aux-yeux.

Un récent Conseil des Ministres a donc décidé de prendre un certain nombre de mesures en faveur des familles les plus défavorisées qui relèvent carrément de l'escroquerie. En effet, d'après les calculs de la Confédération Syndicale du Cadre de Vie, la famille nécessiteuse touchera cette année une prime exceptionnelle de 400 francs par enfant scolarisé... mais la rentrée scolaire lui fera dépenser largement plus (voir tableau). Le relèvement du SMIG apportera 46 francs de mieux, mais les différentes hausses intervenues depuis juillet rendent cette somme dérisoire.

Côté «redéploiement», Beullac compte supprimer trente mille postes d'instituteurs d'ici quatre ans, compte tenu du fait que le nombre des enfants scolarisables devrait diminuer de cinq cent mille. Ses buts? «Poursuivre la réforme du collège unique qui s'appliquera en quatrième dès la rentrée; mettre au point la nouvelle formation des instituteurs ainsi que l'éducation concertée entre l'école et les entreprises...» Grosso modo, perfectionner ce qu'on appelle plus le «redéploiement», mais un «meilleur emploi des moyens existants».

Le savoir n'est pas innocent

Le système d'enseignement se démasque comme étant le moyen

d'intégration par excellence à la société capitaliste. Les valeurs qui la soutiennent: soumission, discipline, obéissance, sont élevées au rang de vertus exceptionnelles. Du moins est-ce la conclusion que l'on peut tirer de la dernière déclaration de Beullac qui, à défaut d'annoncer des nouveautés concrètes, met l'accent de façon beaucoup plus nette qu'auparavant sur la nécessité de «développer chez les jeunes un certain nombre d'exigences et de valeurs: sens de l'effort, courage, volonté de se dépasser, émulation, respect de l'autre, solidarité...». Un réarmement moral qui séduira les patrons qui ne se contentent que de bébés bien sages, travailleurs et dociles.

Depuis la rentrée scolaire 77/78, les profs sont tenus de fournir des renseignements d'ordre très personnel sur les gamins qu'ils suivent. Ces dossiers se présentent en deux volets. Le premier concerne la «personnalité de l'enfant»: développement corporel, réactions affectives, vie sociale, possibilités individuelles et comportement dans les activités... Le second, qui traite des matières scolaires, correspond à l'ancien «carnet»... Par conséquent les profs, qui remplissent les dossiers dès la maternelle, fournissent au cours de la scolarité, toute une série de renseignements «confidentiels» qui seront traités sur ordinateur, donc utilisables à discrétion, y compris par les futurs employeurs qui pourront y avoir accès.

L'instruction n'est pas l'école

Alors pourquoi rester dans une institution pareille? Pour le diplôme? Que chacun imprime le sien! Trêve de plaisanterie, je ne pense pas que c'est en détruisant les institutions que l'on fait avancer les choses, parceque -précisément- les institutions ne sont pas des choses mais des rapports. Ce qu'il faut, c'est prendre le mal à la racine: ne pas crier «à bas l'école», mais construire un lieu où le savoir se donne, se prend et se partage.

On peut déjà commencer chez soi.

Beaucoup de gens s'imaginent que l'école est obligatoire. C'est faux. La loi du 28 mars 1882 précise à cet effet: «l'instruction est obligatoire pour les enfants des deux sexes, français et étrangers,

âgés de six ans révolus à seize ans révolus».

Vous avez bien lu: l'instruction, mais pas l'école. Faut pas confondre. D'ailleurs «l'instruction peut-être donnée soit dans des établissements publics ou libres, soit dans les familles par les parents... ou toute autre personne de leur choix». L'instruction obligatoire se résume à une connaissance de base (écriture, lecture, calcul) et à des éléments de culture générale. Cette dernière n'étant définie par aucun texte, chacun peut y mettre ce qu'il veut.

Les enfants instruits dans la famille sont à l'âge de huit, dix et douze ans l'objet d'une enquête sommaire de la mairie concernée, uniquement aux fins d'établir quelles sont les raisons alléguées par les personnes responsables et s'il est donné une instruction compatible avec l'état de santé et les conditions de vie de la famille. Le résultat de cette enquête est communiqué à l'inspecteur primaire. Voilà, vous savez tout sur la loi. Tout? Pas vraiment, car comment descolariser son même? Simplement quinze jours avant la rentrée scolaire de l'année où celui-ci atteint l'âge de six ans, il faut alors déclarer au maire et à l'inspecteur d'académie que l'enfant sera instruit à la maison. La lettre à l'inspecteur d'académie doit mentionner les raisons (vraies ou fausses) de ce choix et la méthode destinée à instruire l'enfant des connaissances de bases.

Si vous avez accompli ces formalités dans les règles et dans le temps, sachez que l'inspecteur doit vous envoyer un certificat attestant que l'enfant est instruit dans la famille, avant le 31 octobre, afin que vous puissiez le remettre à l'organisme ou service débiteur de prestations familiales. Les allocations ne peuvent en aucun cas vous être refusées si votre demande est régulière et que vous remplissez votre «contrat d'instruction». Dans le cas contraire, il s'agit d'une faute de votre inspecteur contre laquelle vous avez recours.

Voilà fait le tour de l'obligation scolaire. Le mythe de l'école obligatoire est détruit pour quelques-uns. Mais cela ne suffit pas. L'école n'est pas seulement obligatoire dans l'esprit des «gens»: elle est aussi nécessaire. C'est à ce mythe là, le plus dangereux, qu'il faut à présent s'attaquer.

Mandrin



Abonnement

1 an (52 n°) : 200 à 300 F selon vos revenus.
6 mois (26 n°) : 100 à 150 F selon vos revenus.
3 mois (13 n°) : 50 à 70 F selon vos revenus.

Chèque bancaire ou postal à l'ordre des Editions Patatras, Bourg de Saint Laurent en Brionnais, 71 800 La Clayette.

Je souscris un abonnement de mois.

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE

J'abonne également pour une durée de mois :

NOM
PRENOM
ADRESSE
CODE POSTAL
VILLE

Souscription

Je joins la somme de francs en soutien à la

Je joins la somme de francs en soutien à la GO.
Bulletin à retourner à la GO, Saint Laurent en Brionnais, 71 800
La Clayette (chèques à l'ordre des Editions Patatras).

Librairie

Bataille d'Alger, Bataille de l'Homme. Général de Bollardié.	19 F
Le Porte-Képi. Lambert.	20 F
Armée ou Défense Civile Non Violente. CLICAN.	6 F
Y'en a plus pour longtemps. Fournier.	40 F
Signification de la Non Violence. Jean-Marie Muller.	4 F
Aujourd'hui Malville, Demain la France. Collectif d'enquête.	30 F
Le Moment de Tuer (A4 Comix n° 6. Jean Caillon.	5 F
Les Trafics d'Armes de la France. CLICAN.	20 F
Les Grévistes de la Guerre. Jean Toulat.	25 F
La Bombe ou la Vie. Jean Toulat.	25 F
Survivre à Séveso? Collectif d'enquête.	23 F
Creys-Malville, le dernier mot. Conseil Général de l'Isère.	30 F
L'Objection de Conscience. Jean-Michel Cattelain.	9 F
La Face Cachée de l'Ecologie. Amis de la Terre de Lille.	6 F
Aujourd'hui Gravelines, Demain Offekerque. Amis de la Terre de Lille.	5 F
Le Défilé de la Non Violence. Jean Marie Muller.	30 F
Insoumission Collective Internationale.	12 F
La Dimension Ecologique de l'Europe. Catherine Decouan.	28 f
Quatre pages «Cousteau».	0,50 F
L'Héritage. Jean-Marie Muller.	4 f
10 exemplaires :	35 F
Aspects Technique, Ecologique, Economique et Politique de l'Energie Nucléaire.	
Yves Le Hénaff.	8 F
10 exemplaires :	70 F
Armements Mondiaux: la Menace Nucléaire. SIPRI.	5 F
10 exemplaires :	40 F
100 exemplaires :	300 F

Les commandes sont à adresser à la GO. Participation aux frais de port selon vos possibilités.

PRIX DE LA RENTREE SCOLAIRE

	Septembre 78	Septembre 79	Hausse
Primaire	76,92	103,45	+ 34,5%
Secondaire	695,63	829,88	+ 19,3%
CET	1056,70	1172,93	+ 11,0%
Lycée (1 ^{re} année)	923,66	1062,20	+ 15,0%

Chiffres communiqués au **Matin** (31/8/79) par la CSCV.

Sur le terrain

08

JE CHERCHE DU BOULOT du côté des magasins bio, des imprimeries de contre-info, des librairies parallèles, bref du côté des circuits parallèles. Et même agricole pourvu que cela me permette des rencontres et de voir autre chose. J'étudie toute proposition. Claire Jullion rue Chanteraine 08600 GWET

13

REUNION GROUPES FEMMES de l'Etang de Berre et de sa région à Istres, au théâtre de l'Olivier le 12 septembre à 20H30 à l'ordre du jour coordination sur l'étang et sa région, marche en faveur de l'avortement qui doit avoir lieu prochainement sur Paris. Contact : groupe femmes d'Istres BP 63 Istres.

34

POUR OCTOBRE: Je propose un petit mazet dans une région très chouette de l'Hérault à qui voudrait bien s'occuper de mes chats (assez indépendants). Possibilité de faire les vendanges, tout près, une bonne dizaine de jours et peut être plus. Ecrire à P Bousquet Le Mazet Rose, route de Clermont l'Hérault 34600 Bédarieux.

35

NOUS AIMERIONS faire connaissance avec des lecteurs de la G.O. dans la région de Saint Malo car nos amis habitent tous Rennes ou plus loin. Nous avons une petite fille de 2 ans. Si elle pouvait également se faire des ami-e-s... Elle n'ira pas à l'école traditionnelle. Ecrivez-nous : Jean-Yves et Annaïg Moazon Ker Bouvet 3 impasse St Servan St Malo.

38

LA MAISON AUTONOME de Malville, ça y est : les fondations sont coulées, les huisseries et l'étayage de la coque sont en place. Week-end des 15 et 16 septembre : Il faudrait être nombreux pour le ferrailage de la coque. Venir si possible avec une paire de pinces coupantes. Si vous désirez participer, prenez contact en téléphonant : 74 / 88 50 03 J. Vincensini ou 74 / 88 53 69 M.J. Putinier. Votre contribution est aussi souhaitée. Trésorier : Maurice Garin 45 rue Edouard Marion 38300 Bourgoin Jallieu.

43

SUR LES PLATEAUX du Mezenc en Haute Loire Week-end de revitalisation conscience du corps et alimentation les 29 et 30 septembre. Inscriptions et renseignements Jessie Delage Lâchamp 63110 St Genès Champ 73/8815 12.

45

ACTUELLEMENT en stage d'animateur et ce jusqu'au 30 novembre à Orléans désirerais adresses sympas et autres contacts sur cette ville. D'autre part l'organisme qui m'emploie me rembourse jusqu'à concurrence de 600F par mois sur présentation d'une quittance mes frais de logement. Mais je suis chez des amis... Alors avis aux personnes susceptibles de me rendre ce service, on partage la somme. Denis Fougère 18170 Le Chatelet.

49

JE CHERCHE à faire un contrat emploi formation de tourneur dans la poterie et j'ai déjà effectué trois semaines de stage dans une poterie artisanale. J'ai 19 ans et suis sans emploi étant vivement intéressée par le tour j'aimerais parvenir à trouver un emploi dans cette branche. Irène Pcard 24 rue du Beau site 49430 Durtal.

56

LES COBAR de Bretagne ont décidé d'organiser une fête dans la région de Rostrenen, les 15 et 16 septembre à l'occasion du prochain procès des Bretons en cour de sûreté de l'Etat. Cette fête comprendra une animation culturelle avec des chanteurs bretons, ainsi que des prises de paroles de diverses personnes pouvant témoigner de la répression en Bretagne.

PLUS DE DETAILS : rassemblement les 15 et 16 septembre à Pontivy avec interventions sous forme de panneaux, stands, prises de parole... Ce rassemblement comportera également une partie spectacle se composant ainsi : Samedi soir : Fest Noz avec les Diaouled Ar Menez et plein d'autres chanteurs et sonneurs de Bretagne. 5F. Et le dimanche, spectacles entrecoupés de prises de paroles avec Patrick Ewen, Jean Kergist Matthieu Donnard Street Gilles Servat, Djiboujég, Katell, Glenmor, Youenn Gwernig, Avel Nevez... 15F.

65

QUI ME DONNERA l'adresse pour tous renseignements sur les effets de l'emploi du Casoron G ou Dichlorobenzonitrile 2-6 en forêt. Patrick Jayles M. F. de Cassihout 65240 Arreau.

66

CHERCHE fille végétarienne animatrice sachant ce qu'est le faity(?) pour pouvoir m'aider dans mon développement spirituel. Christian Durand Senalongue 66230 Prats de Mollo.

67

RADIO VERTE FESSENHEIM reprend ses émissions pour la troisième année consécutive le 7 septembre à 19H45 entre 100 et 104MHz modulation de fréquence. Comme par le passé, Radio verte diffusera chaque semaine deux émissions : l'une le vendredi à 19H45 l'autre le dimanche à 11H. Radio verte Fessenheim rappelle la récente parution du livre «Écoutez la vraie différence, Radio verte Fessenheim, radio SOS Emploi et les autres» aux éditions de «la pensée sauvage». Il est disponible à notre adresse au prix de 30F plus 5F de port par ouvrage. Gille Gay Bât. B rue des Tulipes Gerstheim 67150 Erstein 88/98 35 06.

69

NOUVELLEMENT arrivé à l'Aubépin, cherche lecteurs de la G.O. qui seraient dans ce coin des Monts du Lyonnais. Contacter J.M. Calvi, école publique de l'Aubépin Larajasse, 69590 Saint Symphorien sur Coise.

Qui peut m'aider pour la réalisation d'une maquette et le dépôt d'un brevet d'invention pour une énergie nouvelle à l'aide d'un système mécanique simple. Daniel Dujon Auberg de jeunesse 51 rue Roger Salengro 69200 Venissieux.

CEDE LOC vide à Venissieux calme et clair, commodités : chauf, salle de bains. Loyer 520F Visite 19H et 20H 18 rue François Gros 69200 bus 12 chez M Olaya.

75

LA CNT reprend ses consultations juridiques en droit du travail et en droit syndical le premier vendredi de chaque mois de 18H30 à 20H à son local, 33 rue des Vignoles 75020 Paris. Tél. 370 46 86. Les prochaines permanences pour 79 se tiendront donc Les 7 septembre, 5 octobre, 2 novembre et 7 décembre.

REUNION DU COMITE LOCAL du 7^e arrondissement de Paris pour la pétition en faveur d'un référendum sur l'énergie le lundi 17 sep-

tembre à 18 h 30 au 26 de la rue Lecourbe (escalier G, 1^e étage). On peut envoyer les signatures à GEP XV, boîte 27, 26 rue Lecourbe, 75015 Paris.

76

LE COMITE DE DEFENSE du site de Penly organise les 15 et 16 septembre une kermesse anti-nucléaire intitulée Festival des Energies Nouvelles qui a pour but d'affirmer notre présence sur le terrain, d'apporter notre soutien à deux jeunes du site inculpé d'attentat contre du matériel de forage. Ils sont passibles de plusieurs années de prison et redevables de 30 millions de dommages et intérêts. Deux thèmes : Energie et emploi. Participation de toutes les associations politiques syndicales de la région et de groupes luttant contre d'autres centrales.

Comité de défense du site de Penly. Correspondance Franci Olocco 43 rue de la Barre 76200 Dieppe.

80

ON EST VIEUX on habite une baraque mais le problème, on n'a pas de meubles ! Si des personnes voulaient nous en filer ça nous aiderait beaucoup en particulier un buffet une malle. J'espère que vous pensez à nous en visitant votre grenier. Eric Maroni 7 rue Jeanne d'Arc Amiens 89 39 59.

89

CHERCHONS pour la période du 20 septembre au 1er décembre une fille seule ou avec un enfant de 2 à 4 ans pour tenir compagnie à Nicolas (20 mois) pendant que ses parents travaillent. En échange nous proposons la nourriture et le logement et une vie simple à la campagne (activité de la maison : maraîchage biologique.) Prendre contact à l'avance. Talbordet Bas de la rue aux vaches Guray 89250 Seignelay Tél. 40 68 06.

92

LE COMITE d'information nucléaire de Colombes amis de la terre, reprend ses activités en septembre. Préparation de réunions publiques sur les thèmes de l'énergie nucléaire et des énergies renouvelables, bibliothèque de prêt, atelier solaire... Pour tous renseignements et adhésions, permanence le mercredi de 18H à 20H à la maison des associations ancien conservatoire de musique 4 place du général Leclerc 92700 Colombes.

autres

JE TERMINE une FPA de menuiserie en décembre 79. Je cherche du travail chez artisan(e) menuisier ou ébéniste pour janvier 80. Suis libre un peu avant si nécessaire. De préférence le Massif Central l'Alsace ou le Sud mais région indifférente quand même. Martine Fenet 14 rue patou 59000 Lille.

HOMME DE 30 ANS désireant acquérir le métier de cordonnier cherche artisan désireant assurer formation sur région Sud-Ouest. Contacter Laterrade Christiane Maison Gramont Ur 64240 Hasparren

JE VEUX ALLER EN FRANCE pour quelques mois jusqu'à octobre 80 maximum. Je voudrais vivre et travailler dans un groupe alternatif. Si tu as des adresses paysans, bio dynamique, entreprises artisanales, etc, tout m'intéresse. Thomas Wenett Wedekindstr. 1 D. 3000 Hannover. RFA

DEUX JEUNES FILLES allemandes cherchent une communauté dans la campagne pour y travailler et vivre à partir de cet hiver. Poste restante Avignon Comelia Giese Brigitte Zimmermann.

A VENDRE dans hameau vallée de l'Orb 450m d'altitude cuis. WC S.d.B. séjour, chem. plus four à pain, trois chambres, eau, électr., tél., gros-œuvre neuf. Libre et habitable de suite. Pas de jardin mais

montagne autour du hameau. Prix 110 000F. Tél au 16 67/ 97 63 96 à partir du 1er septembre le soir après 20H.

MONSIEUR SAULNIER (membre de l'Association Nature et Progrès) organise le dimanche 23 septembre (1 rue du Gâtinais à Chevrainvilliers près de Nemours) une journée consacrée au maraîchage biologique, sans produits chimiques, et au compost de broussailles. Il fera la présentation de son broyeur Jean Pain que vous verrez fonctionner. L'accueil, à partir de 10 h 30 est ouvert à tous, membres ou non de l'association. Tous renseignements au 428 72 31 ou au 407 07 78. Entrée gratuite.

Kultur

34

MONTPELLIER :Après une courte interruption, «Transparence» a réouvert. Le comité Larzac et la boutique de droit tiennent leurs permanences, les groupes femmes vont bientôt en faire autant. On peut manger à la cantine, midi et soir, tous les jours. Le vidéo-club ne tardera pas à démarrer et bien d'autres projets sont en préparation. Il importe pour notre survie que tous ceux qui jugent positives les initiatives prises par notre association nous soutiennent activement et financièrement en ce moment. D'ailleurs, une fête aura lieu au pavillon populaire le vendredi 21 septembre avec, entre autres, la fanfare de Prades-le-Lez. On ne refuse pas les chèques de soutien. Transparence : 5 rue de Candolle 34000 Montpellier.

56

FEST-NOZ le 22 septembre à Seremt à 10km de Ploermef route de Vannes dans l'ile Morbihan avec Diaouled ar Menez et aussi les Sabotous de Maltreu et des sonneurs de pays en soutant au journal Le Chardon. Rémy Chevalier La chapelle Caro 56460 Serent.

69-71

STAGE DANSES FOLK AU CREE centre de Rencontre et d'Echanges des Echarmeaux au col des Echarmeaux 69 Poule. Les 29 et 30 septembre. Prix : 130F tout compris. Stage danses folk débutants ou «comment se débrouiller dans un bal folk». Tél. 16 74/ 03 64 90. Et le soir du 29 bal folk avec Cidex 12 60.

71

BAL FOLK le vendredi 28 septembre à la MJC de Bioux Charnay les Macons avec le groupe Cidex 12 60.

75

ROBERT CHARLEBOIS sera au Palais des Congrès du 15 septembre au 2 octobre.

LA LUNA de Bernardo Bertolucci sera projetée le 13 septembre au cinéma Concorde 27 avenue des Champs Elysées 75008 Paris.

84

BAZOCHE COMMUNIQUE : Le 24 septembre Ego à la salle Benoit XII 12F. Le 7 octobre le Gong de David Allen. Les 10 et 11 novembre deux jours de cinéma et de musique avec Batiment C Exilés Johnny Be Crotte, Chrysalide etc... Le 30 novembre Oriental Wind, jazz des mille et une nuits... Bazoche BP 244 84010 Avignon cedex.

Papiers

18

COQUECIGRUE le frisson du Cher est en danger. 18 mois d'information neuf numéros sortis, pas de problèmes de fric, mais plein de gens, cause départ région, plus chômage, désaccord... n'assurent plus la rédaction. Coquecigrue sombrera-t-il ? A vous d'en décider... Envoyez idées, articles, suggestions à BP 202 18004 Bourges.

64

JEAN GIONO homme du Contadour vient de paraître. Essai de Jean-Marc Carité. Collection essais pour que la joie demeure. Nouvelle édition de ce livre qui retrace l'expérience communautaire et pacifiste menée par Giono et ses amis de 1936 à 1939. C'est la seule étude disponible sur cette période méconnue de l'engagement de Giono. Un volume. Collection de poche. 120 pages. Prix de vente directe : 10F. fco. Diffusion Utovie 64260 Lys (ccp 4 854 75 J Bordeaux.)

91

OUVERTURE de la librairie associative Azertyuiop 19 cours Blaise Pascal à Evry à partir du 11 septembre entre la gare d'Evry Courconnes et la place de l'Agora. Tél. 079 04 69. Fondée sur un principe de fonctionnement collectif, elle se propose de développer une animation basée sur le livraevac tous les groupes associations, individus intéressés. Heures d'ouverture : 10H30 19H du mardi au samedi.

Insurgés

21

LE COMITE DE SOLDATS du 602^e régiment de circulation Rouvière Guarnier Junot à Dijon communique : Une fois de plus la hiérarchie militaire se déchaine du côté de Dijon au 602^e régiment. Un appelé Michel Vernier est gardé au secret depuis le jeudi 23 août. Il vient d'être sanctionné de 30 jours d'arrêts de rigueur par le chef de corps par intérim. Le lieutenant Colonel Tenkes pour propagande antimilitariste. Il est reproché à cet appelé d'avoir eu en sa possession, enfermé dans son armoire deux tracts rédigés par le comité syndical de soldats du 602 ainsi qu'un numéro de Charlie Hebdo. Cet appelé doit subir d'autres interrogations doit passer devant un général et va surement être muté pour purger sa peine. Le CSS du 602 RCR.

27

LE C.L.A. D'EVREUX propose une coordination antimilitariste (insoumission, objection, luttas dans les casernes, renvois de livrets) sur la normandie. Que tous les groupes concernés nous répondent rapidement, avant la fin du mois si possible. Adresse postale : CLA c/o Christian Debrouze 13 rue de Netreville 27000 Evreux. Tel : (32) 33 32 44 après 19 h.

42

OBJECTIONS en Monde Rural une nouvelle fois en procès. Romain Brosse paysan à Cervières est convoqué le jeudi 20 septembre à 14H au tribunal de Montbrison. 16 objecteurs et renvoyeurs d'objections en monde rural se considèrent co-incipés et feront un nouveau procès collectif. Un nouveau renvoi de livret est prévu. Contacter Bernard Guillot 77/28 61 82 Laisser message pour Bernard. Ecrivez à Monsieur le Président du tribunal de Montbrison Palais de justice 42600 Montbrison. Venez très nombreux le jour du procès. Soutiens financiers et contacts : Objéctions en Monde rural La croix blanche 42140 Chazelles sur Lyon.

42

UNE PETITE PLACE sur le terrain afin que je ne sois pas seul le 25 septembre à 14H au tribunal de Roanne procès du à mon renvoi de livret militaire. Entrée libre, et les lettres au président seront les bienvenues. Ceux qui ont des livrets qui pourraient au fond d'une armoire et qui... Insurgement, Joël Lande Le Roman Saint virunt de Boisset 42120 Le Coteau.

49

J'AIMERAI obtenir des renseignements sur le statut d'objecteur de conscience, textes de lois, nombre d'objecteurs emprisonnés ou en cours de procès et sur l'action non-violente. Elisabeth Piard 14 rue du pont barré Saint Lambert du Lattay 49190 Rochefort sur Loire.

59

PHILIPPE LHERMITTE, insoumis total arrêté le 30 août dernier, est emprisonné à la citadelle de Lille (4^e RI 59998 Lille Armées) et poursuit depuis ce jour une grève de la faim.

59

Domenico Colamarino, arrêté le 17 novembre 1978 et relâché le 4 janvier 79 après 48 heures de grève de la faim passe en procès le 18 septembre au TPFA de Lille. Vous pouvez écrire au Président du TPFA de Lille 59998 Lille Armées. Pour tout contact et soutien, s'adresser au comité de soutien à Domenico Colamarino, 81 rue Palissy Lille Fives 59800. Vous pouvez également écrire aux ministres des armées et envoyer le double au comité de soutien.

83

INSURGÉS GERAD BLAIN militant anarchiste passera en procès le vendredi 21 septembre à 8H30 au tribunal de Toulon pour renvoi de militaire. Venez nombreux le soutenir !

*Si vous pensez avoir encore besoin de la page "terrain" il est urgent de soutenir les quinze autres !
(proverbe dayettois)*